

sommaire

1 > Analyse sexuées des
mécanismes économiques
page 3

2 > L'économie entre science
et idéologie
page 7

3 > Reconsidérer la richesse
page 10

4 > Les principaux défis
économiques
page 28

Finance & Economie



rapport trimestriel

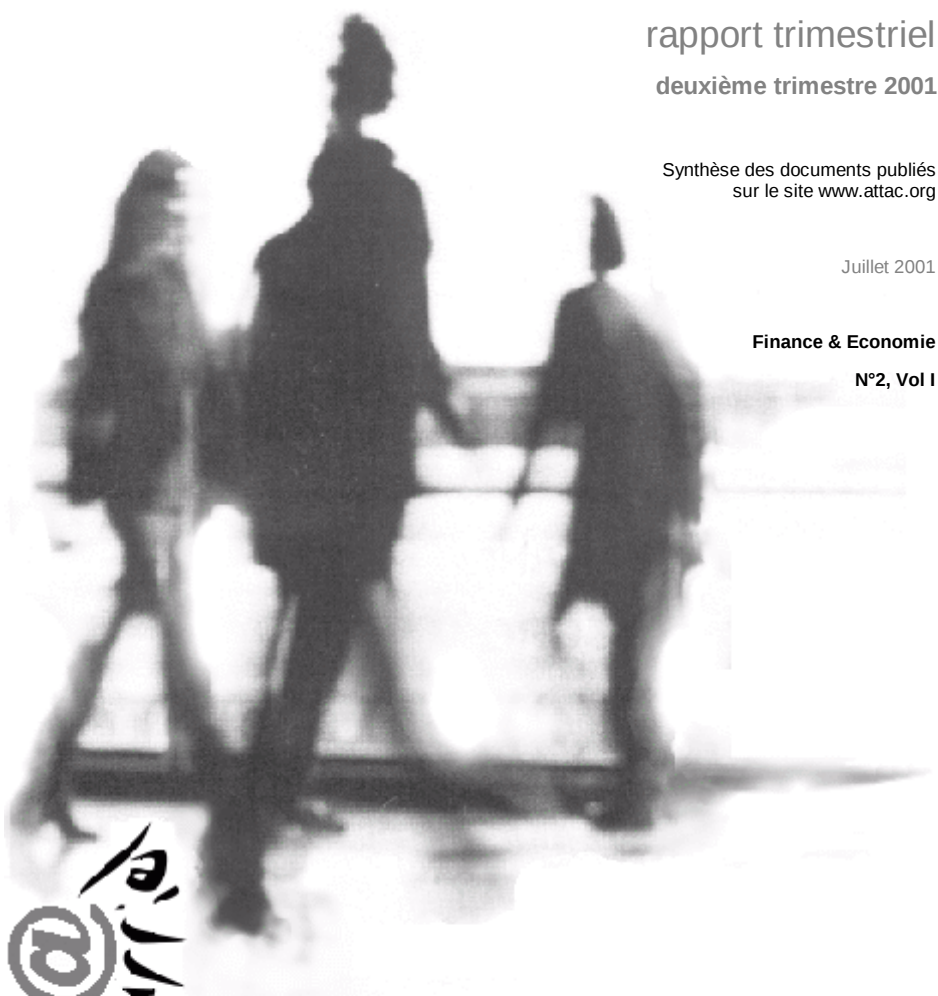
deuxième trimestre 2001

Synthèse des documents publiés
sur le site www.attac.org

Juillet 2001

Finance & Economie

N°2, Vol I



édito

? Une autre Europe pour une autre mondialisation

Congrès européen citoyen. Contexte: La présidence belge de l'Union européenne qui aura d'autant plus d'importance qu'elle précédera l'entrée en vigueur de l'euro (monnaie palpable) et que la Belgique abrite les institutions européennes. Objectif : L'objectif est de rassembler un échantillon le plus représentatif possible des mouvements sociaux et citoyens européens afin d'avancer dans la définition des alternatives pour une autre Europe et une autre mondialisation. L'objectif final est donc, dans la foulée du Sommet social alternatif de Genève (juin 2000), de la Conférence panafricaine de Dakar (décembre 2000) et du Forum social mondial de Porto Alegre (janvier 2001), la définition de points de convergences et de revendications européennes communes - en vue des manifestations d'octobre à Gand, de décembre à Bruxelles et des mobilisations futures. Aussi, le Congrès européen citoyen (CEC) est ouvert à tout représentant de syndicat, d'association, d'ONG, de coordination d'étudiants, de publication, aux universitaires et plus globalement aux citoyennes et citoyens ayant des alternatives concrètes à proposer en rapport aux problématiques soulevées dans les quatre ateliers (fiscalité; Europe sociale et services publics; commerce; relations Nord-Sud). Un forum des parlementaires, escale continentale entre les deux FSM de Porto Alegre, sera simultanément organisé. Le but est d'organiser un débat entre les citoyens et les parlementaires autour des ALTERNATIVES. Les parlementaires seront dans ce but invités à participer aux ateliers, en fonction de leurs travaux parlementaires. Plus d'informations: <http://attac.org/belgique>

? Avertissement

Les documents publiés n'engagent pas l'association ATTAC. Ils peuvent représenter l'opinion de groupes thématiques, de groupes locaux, de personnes ou d'autres organisations. Il s'agit avant tout de pouvoir profiter des expertises et des travaux disponibles afin de construire, ensemble, cet autre monde possible, de nous réapproprier notre avenir. Ils ont tous été publiés sur le site Internet de l'association ou dans ses périodiques par courrier électronique.



attac

attac

association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens



attac

1 > Analyse sexuée des mécanismes économiques



Analyse sexuée des mécanismes de la mondialisation libérale

La contestation de la mondialisation financière doit intégrer le genre, en tant que vecteur économique d'exploitation de la moitié féminine de l'humanité. Élucider les multiples causes politico-économiques de cette oppression, c'est offrir un cadre de référence à la contestation de la pensée unique dominante, vision réductrice d'une économie inhumaine, peuplée d'agents asexués, sans appartenance sociale ni histoire. Il convient donc de revoir les théories formalisées depuis 50 ans pour éviter la soumission à des préjugés fatalistes.

Par Groupe Femmes et mondialisation (Paris 14)
Femmes.paris14@attac.org

Document original :
<http://attac.org/genes2001/documents/docfem.htm>

Le genre, une dimension structurelle de la domination marchande

La mondialisation actuelle s'appuie sur un double système d'exploitation, le néo-libéralisme et le patriarcat. Le système de domination néo-libéral organise le marché à la seule fin d'en tirer le maximum de profit et ceci au détriment de la plus grande majorité. Il accentue les inégalités économiques entre les différents pays, et à l'intérieur des pays : entre les hommes et les femmes, et entre les différentes catégories sociales. Le libéralisme tire un grand profit de l'existence du patriarcat qui lui permet de surexploiter la main d'œuvre féminine, de maintenir la très grande majorité des femmes dans une infériorité économique et une dévalorisation sociale, et de marchandiser leur corps.

Le patriarcat a façonné les rapports entre les hommes et les femmes, c'est un système de domination politique, économique, culturel et social qui s'applique à tous les échelons de toutes les sociétés et que toutes les femmes subissent. Les femmes ne sont pas un groupe social, ni une minorité ethnique, ni une catégorie socio-professionnelle : les femmes comme les hommes définissent tout simplement l'humanité. Elles sont certainement le plus important "groupe d'intérêts" du monde, dans le sens où elles ont toutes intérêt à abolir le patriarcat et elles ont pour la plus grande partie d'entre elles, intérêt à abolir la domination libérale.

La division sexuelle du travail est une représentation sociale qui assigne prioritairement les hommes à la sphère productive et les femmes à la sphère reproductive. Cette division repose sur deux principes : le principe de séparation selon lequel il y a des travaux d'hommes et des travaux de femmes, et le principe de hiérarchie selon lequel un travail d'homme vaut plus qu'un travail de femme. Il est maintenant reconnu que les situations des hommes et des femmes ne sont pas le produit d'un destin biologique, mais sont d'abord une construction sociale et culturelle.

Dès son apparition en Europe, le capitalisme s'est appuyé sur la division sexuelle du travail et l'a accentuée, même si l'assise théorique de ce concept n'est venue que bien plus tard. Le marché du travail repose sur une segmentation par catégories d'emploi et de secteurs, où existent de fortes discriminations de salaires, de promotions et de conditions de travail en fonction du sexe. Pour les entreprises engagées dans la course au profit, le modèle idéal du salariat repose sur une soumission totale de l'employé, un salaire de misère, l'absence de protection sociale, l'inexistence de législations du travail (et de l'environnement) et enfin la répression de toute organisation syndicale. La main d'œuvre féminine est idéale car bon marché, disponible en grand nombre, docile et résistante.

La contribution des femmes à la satisfaction des besoins collectifs est méconnue des théories économiques néo-libérales dominantes, alors qu'elle est exploitée en pratique de manière invisible. La Comptabilité Nationale ne saisit qu'une partie de la production du bien-être national, celle qui fait l'objet d'une transaction monétaire visible. Outre les mouvements monétaires liés à l'économie illégale, c'est toute l'activité domestique basée sur du travail gratuit qui est ignorée : tâches ménagères, éducation des enfants, soins aux malades et aux personnes âgées, transports, bricolage, auto-production alimentaire des jardins familiaux (très importante dans les pays pauvres). Or

le travail domestique est dévolu aux femmes, et dans certains pays aussi aux enfants. L'économie marchande tend à externaliser les coûts de « reproduction » et d'entretien de la force de travail sur la sphère domestique[1] (et les coûts de la pollution sur l'environnement). En cas de récession économique dans les pays industrialisés, de plans d'ajustement structurel et de privatisation du secteur social dans les pays pauvres, il est implicitement admis que les femmes compensent le déficit de services, fournissent les produits vivriers, survivent dans le secteur informel ou retournent dans leur foyer. Le travail gratuit des femmes joue alors le rôle d'amortisseur social.

La prostitution qui est la marchandisation du corps humain, devient une gigantesque organisation criminelle internationale. Les réseaux se développent en raison d'intérêts économiques très puissants. Les flux financiers sont considérables, ils sont liés au marché des armes et de la drogue, avec des ramifications dans l'industrie du sexe et de la pornographie. La prostitution sert notamment au blanchiment de l'argent sale.

Les causes de ces trafics d'êtres humains sont bien sûr le déséquilibre économique qui s'accroît entre Etats riches et pauvres, mais aussi les violences sociales et politiques dans les pays d'origine (guerres et conflits ethniques, dictatures, violation des droits des personnes,...). L'accroissement récent de ces trafics ne doit pas masquer l'existence de deux traits permanents : les clients, dont on ne parle jamais, sont toujours des hommes et la prostitution est toujours le résultat d'une souffrance.

Actuellement, une tentative de démantèlement des principes déterminants posés en 1949, qui faisaient de la lutte contre le proxénétisme une priorité, a été entreprise par certains pays. En demandant qu'apparaisse une distinction entre « prostitution forcée » et prostitution libre », ces pays libéraux espèrent faire reconnaître la prostitution comme un travail ordinaire et en retirer les bénéfices.

Les effets différenciés des politiques économiques sur le genre

La mondialisation libérale se caractérise entre autres par la réduction des barrières commerciales, la libération des mouvements de capitaux, ou l'élimination des restrictions sur les investissements à l'étranger. Ces politiques sur le commerce, les investissements, la concurrence, la fiscalité ne sont pas neutres par rapport au genre. Elles ont des effets importants sur l'emploi des femmes, leur pauvreté, leur fardeau social et sur leur bien-être en général. La recherche sur les relations entre le genre et le commerce a été menée entre autres par le réseau WIDE, et nous en avons fait un axe de travail au sein de notre Groupe.

Les politiques de libéralisation commerciale affectent la capacité des gouvernements de financer les dépenses dans le secteur social. Et le déficit de services sociaux est "naturellement" compensé par une augmentation de la charge de travail des femmes. Les efforts accrus pour fournir l'alimentation et l'eau nécessaire à la famille, pour s'occuper des enfants qui n'ont plus de crèches ou des malades qui ne trouvent plus de soins abordables, ont des conséquences évidentes : les femmes ne peuvent plus poursuivre leurs études, ni améliorer leurs compétences ni s'impliquer dans des carrières productives. De plus, pour aider à faire face à cette surcharge de travail, les fillettes sont plus sollicitées que les garçons. Ainsi, entre 1985 et 1997, le taux d'inscription des filles à l'école a chuté dans 42 pays[2], et 2/3 des enfants non scolarisés sont des filles. Des liens ont été mis en évidence par l'Unifem[3] entre l'endettement accru des pays et la baisse de l'inscription des filles dans les écoles. En plus de leur acti-

vité au foyer parental, les fillettes travaillent plus que les garçons : entre 5 et 11 ans, le BIT compte 3 filles pour 2 garçons qui travaillent. En outre, les réductions de dépenses sociales concernent en premier lieu les personnes les plus dépendantes qui sont les pauvres (et 70% des pauvres sont des femmes). Enfin, les licenciements massifs dans le secteur social touchent essentiellement les femmes qui y sont majoritaires.

La libéralisation du commerce augmente la segmentation du marché du travail et ses disparités de genre, et amoindrit les capacités des salarié-es à négocier salaires et conditions de travail. Les entreprises s'installent en toute liberté là où les gouvernements n'imposent pas le respect de droits élémentaires ou syndicaux. Les zones franches sont la caricature du nouveau modèle de salariat. Elles sont environ 850 dans le monde, les législations sur le travail y sont suspendues ou inexistantes, les conditions s'apparentent à du semi-esclavage, le travail est très pénible, et souvent très dangereux. Selon les pays, jusqu'à 90% des employés des zones franches sont des femmes. Fréquemment ces femmes sont victimes de violences physiques, harcèlement sexuel ou viols, qui ne sont jamais condamnés par les Etats concernés. La sous-traitance qui s'est énormément développée permet aux transnationales d'éviter la responsabilité directe envers les salarié-es. Les salaires y sont très souvent en dessous du seuil légal. Le travail à domicile concerne presque exclusivement les femmes et est considéré comme relevant du privé : la norme y est l'absence d'assurance maladie, d'assurance chômage et de système de retraite. La sous-traitance, le travail à domicile, le travail occasionnel ou à temps partiel rendent la syndicalisation des femmes très difficile.

L'inégalité de dotation en ressources économiques (capital, terre, technologie) prive les femmes d'un accès aux investissements, subventions, formations ou programmes d'assistance technique liés à la libéralisation. Il faut rappeler que les femmes ne détiennent que 1% des terres de tous les pays ! Et pourtant, en Afrique par exemple, 75 % des travaux agricoles sont accomplis par les femmes. Mais pour des raisons juridiques, elle ne peuvent ni acheter la terre, ni la vendre ni en hériter. Aux hommes la terre, aux femmes le travail. Les institutions financières renforcent les discriminations sur l'accès au crédit : on accorde aux femmes moins de 1/10ème des crédits accordés aux petits paysans sur le continent africain et juste 1/100ème de l'ensemble des crédits agricoles[4]. L'inégalité d'accès des femmes au crédit et aux technologies les défavorise au niveau de l'efficacité de leur production locale alimentaire et textile : les biens qu'elles produisent ne peuvent pas être concurrentiels face aux importations meilleur marché. Des subventions à l'exportation peuvent avoir un impact différencié sur le genre. (Par exemple au Mozambique, au Kenya, ou en Ouganda, des subventions pour de nouvelles cultures destinées à l'exportation ont eu pour conséquence de chasser des meilleures terres la production vivrière des femmes. Celles-ci ont alors récupéré des terres moins fertiles, et ont vu leur production pénalisée). D'une manière générale, les investissements se font dans le secteur formel, celui du travail rémunéré. Les mesures destinées à promouvoir l'exportation (comme des subventions, les allègements fiscaux ou les programmes d'assistance technique) sont réservées aux cultures et industries où les hommes dominent. Il n'y a que très peu d'innovations ou d'améliorations technologiques dans la sphère économique traditionnellement féminine. Enfin, les femmes ont très peu accès aux technologies de l'information et la communication, le BIT parle même de "fracture numérique entre les sexes" pour ca-

caractériser cette discrimination.

La mondialisation libérale met en concurrence, à travers les relations de sous-traitance internationale, les travailleurs et travailleuses du "Nord", et ceux et celles du "Sud". Toutefois pour les premiers, il reste une base de garanties sociales, même si elle se fragilise. Il faut remarquer que la flexibilité et la précarité, qui sont l'apanage des femmes, deviennent une norme se propageant du Sud vers le Nord, et constituent une spirale sociale descendante.

Quelques effets de la mondialisation libérale sur la situation des femmes en France.

La concurrence internationale a entraîné la délocalisation vers des marchés étrangers et la restructuration des entreprises. La recherche de flexibilité au moindre coût s'est traduite par la précarisation sociale, c'est à dire par l'institutionnalisation de l'instabilité de l'emploi : le chômage, le développement accéléré du travail temporaire et les formes précaires d'emploi (comme les CDD, intérim, stages et contrats aidés[5]) en sont les manifestations les plus évidentes. La précarisation a trouvé sa légitimité sociale et culturelle dans les rapports sociaux de domination, et en particulier les rapports de domination hommes/femmes. Elle s'est épanouie en s'appuyant sur la division sexuelle du travail. C'est ainsi que le travail à temps partiel est féminin à 85%

L'effritement des droits individuels et collectifs du travail lié aux restructurations est reconnu par tous les sociologues. La législation actuelle du travail temporaire ainsi que la législation de la sous-traitance remettent en cause un siècle d'interdiction du marchandage de main d'œuvre. De plus, la précarisation rend peu efficace les instruments juridiques censés lutter contre les discriminations envers les femmes.

Le taux d'activité des femmes ne fait que progresser malgré la crise mais elles sont massivement affectées aux secteurs des services ou du tertiaire (80% des employés). Le différentiel de salaire persiste alors que les femmes sont, depuis environ 20 ans, plus diplômées que les hommes. De même, persiste le sur-chômage féminin caractéristique de -presque- tous les pays d'Europe (sur-chômage accompagné de sous-indemnisation : 33% seulement des chômeuses sont indemnisées contre 50% des chômeurs).

L'évolution du travail due à la précarisation a fait apparaître un phénomène de paupérisation d'une partie du salariat féminin, phénomène qui a fortement progressé au cours de la dernière décennie. Les travailleurs pauvres, « working poors », existent en France : 3,2 millions d'actifs ont un salaire mensuel inférieur au SMIC, et 80% d'entre eux sont des femmes.

La domination marchande utilise la division des genres pour enfermer les individus dans des engrenages socio-économiques qui leur échappent. Modifier le rôle et le pouvoir du genre est incontournable pour jeter les bases d'un autre monde, égalitaire, solidaire, pacifique et démocratique, et d'un développement soutenable.

Le bilan des avancées réalisées en faveur de l'égalité de genre.

Depuis plusieurs années déjà, un vaste mouvement de contestation a pris forme à travers le monde pour s'élever contre la mondialisation libérale. Ce mouvement réunit côte à côte l'ensemble des mouvements sociaux, mouvements de femmes, syndicats et associations de la société civile qui, malgré leur grande diversité, refusent tous de

de vivre dans un monde gouverné par la loi du profit. Dans tous les grands rendez-vous, Seattle, Prague, Nice, Porto Alegre, Québec, les mouvements de femmes de très nombreux pays ont été présents et se sont fait entendre pour réclamer la priorité à la justice sociale, au développement humain, et à la préservation de l'environnement. En particulier, la Marche Mondiale des femmes a fait émerger dans la sphère internationale un mouvement féministe d'une grande vitalité et d'une immense capacité de mobilisation et d'action.

Une affirmation internationale de principes favorables à l'égalité des sexes

Depuis les années 90, d'importantes conférences des Nations Unies comme la Conférence internationale sur la population et le développement du Caire en 1994, ou le Sommet mondial sur le développement social de Copenhague, ont reconnu que la réalisation de l'égalité entre les sexes était un facteur crucial, non seulement du point de vue de la justice mais aussi parce que cette égalité est un préalable pour la réduction de la pauvreté dans le monde et pour un développement social et économique durable.

Les institutions des Nations Unies comme l'UNICEF, l'OMS, le BIT, le PNUD, l'UNIFEM ont depuis réaffirmé que "les politiques des Etats doivent soutenir le développement humain, l'égalité économique, et l'égalité des sexes, et doivent viser à éliminer les partis pris contre les femmes". La Banque Mondiale elle aussi, à la suite de pressions, a créé un Groupe Consultatif Externe chargé d'examiner la problématique hommes/femmes, (même si les raisons de l'évolution de la BM et ses nouvelles conceptions sont loin des nôtres). Les Nations Unies ont adopté en 1979 la Convention pour l'Élimination des Discriminations Envers les Femmes (CEDEF).

En 1990, le PNUD affirme que "le développement humain est une fin dont la croissance économique est le moyen". Cette importante évolution fait suite à une contestation de plus en plus répandue, qui refuse de mesurer la richesse et le bien être d'un pays par la seule référence au PIB. Le PNUD met donc en place un nouvel indice de développement humain afin de mesurer d'une manière appropriée la richesse d'un pays. Mais il ne fait pas de distinction entre la situation des hommes et celle des femmes. Dans un second temps, en 1995, faisant suite à la prise de conscience des différences importantes entre la situation des hommes et des femmes, le PNUD introduit un indicateur sexo-spécifique du développement humain (ISDH) ainsi qu'un indice de participation des femmes (IPF) qui permettent l'évaluation de la situation particulière des femmes, et qui constituent un début indispensable pour mesurer l'impact des politiques sur le genre. Les données disponibles sont saisissantes.

Les mouvements de femmes et les ONG continuent leur important travail pour intensifier la prise de conscience sur le genre, pour tisser un réseau entre associations et pour faire du lobbying auprès de l'OMC, de l'Union Européenne, des institutions internationales et des Etats.

On connaît bien sûr les limites au pouvoir d'action de l'ONU et la faible portée des principes adoptés au cours de Conférences. Il reste un fossé immense entre les engagements et les opportunités réellement offertes aux femmes de prendre leur part dans la société. Et avant tout, ces institutions manœuvrent dans un cadre étroit qui ne remet en cause ni les accords commerciaux internationaux ni la progression du tout-marché.

A la Conférence mondiale sur les femmes de Beijing, en 1995 une évolution importante s'est produite : les femmes

n'ont plus seulement revendiqué d'introduire la problématique du genre dans le développement, mais elles ont abouti à la nécessité de transformer les structures même de l'inégalité et de l'oppression. Le genre en tant que concept a été reconnu comme un problème structurel et non plus seulement social.

Les initiatives des femmes visent la transformation de l'ensemble du système de relations économiques, politiques, sociales et environnementales

Le débat dans les mouvements de femmes, à la fois en Europe et dans les autres pays, a glissé de la préoccupation centrée sur des égales opportunités pour les femmes vers une discussion beaucoup plus large. Elle propose des alternatives au développement actuel, substitue aux visions courantes de l'économie une autre vision où sont étroitement reliées l'économie des marchandises et l'économie des soins (en anglais care economy). L'outil de mesure des richesses doit être revu pour prendre en compte la production de richesses (y compris le travail invisible des femmes) mais aussi leur destruction (pollution, accidents de la route,...)

Les femmes sont les premières intéressées par la "relocalisation" de l'économie qui proclame le droit des citoyen-nes de tous les pays à travailler au développement et à la production locale, à la protection des ressources de la main d'œuvre et des milieux naturels locaux.

Les exemples sont multiples, comme le montrent les cas suivants[6] dans des registres différents : les cuisines populaires dans la ville de Lima au Pérou, la désobéissance civile des femmes Chipko en Inde, la fondation néerlandaise Mama Cash, des syndicats d'un nouveau genre en Asie, la branche féminine de Solidarité Paysanne dans l'ex-Zaïre, la lutte contre la bio-piraterie de Vandana Shiva.

Nous voulons souligner que le mouvement des femmes est un puissant vecteur qui lutte contre la mondialisation libérale avec des moyens naturellement alternatifs en raison même de la situation des femmes dans la société patriarcale. Les modèles développés dans ces luttes devraient être une source d'inspiration pour ATTAC.

[1] En 1993, le PNUD a évalué que les femmes avaient contribué à l'économie mondiale pour une valeur estimée à 11 000 milliards de dollars, par leur seul travail domestique non rémunéré. Ce chiffre ne comprend pas leurs activités au niveau de l'agriculture de subsistance, ni du secteur informel. C'est à dire que le travail domestique non rémunéré représente près de la moitié de la production annuelle totale qui s'élevait la même année à 23 000 milliards de dollar

[2] rapport PNUD sur le développement humain -1999

[3] Unifem : Fond des Nations Unies pour la femme

[4] La femme mondialisée. Christa Wichterich Actes Sud - 1999

[5] En 1998, 1 salarié sur 11 est en CDD, intérim, contrat aidé ou stage (INSEE 1998)

Et 17% des emplois sont à temps partiel

[6] Développés dans la plate forme du groupe Femmes et mondialisation

2 > L'économie entre science et idéologie



L'économie entre science et idéologie

Je ne plaide pas, personnellement, pour une vision au fond relativiste qui voudrait que ce qui compte en économie ce sont les opinions politiques, mais pour que les économistes, les chercheurs en sciences sociales plus largement, se rendent maîtres des conclusions qui sont tirées de leurs résultats ou de leurs absences de résultats scientifiques. Je place donc au centre de la lutte, les luttes dans le champ scientifique et le contrôle par les chercheurs des usages politiques des travaux scientifiques

Par Frédéric Lebaron

Conférence du 17 mars 2001—ATTAC Paris 15

Document original :

<http://www.local.attac.org/paris15/documents/conf/170301-res1.html>

Introduction

Pour vous parler de l'économie " entre science et idéologie ", je voudrais présenter un paradoxe, ou plus exactement un contraste, qui permettra je pense de préciser ce qu'est réellement cette position d'entre deux caractéristiques de l'économie, discipline située entre la science et la politique, entre le savoir et l'action, entre la croyance rationnelle et la croyance religieuse. Ce contraste oppose deux images de l'économie comme discipline. L'une, la plus répandue et la plus efficace socialement, est celle d'un champ scientifique stabilisé, intégré, source d'une forme particulière d'autorité rationnelle, d'expertise, de neutralité (comparable à la physique). L'autre, au contraire, est celle d'une discipline économique qui apparaît comme un univers chaotique, en proie au doute, à l'incertitude, aux contradictions internes, aux controverses, à l'instabilité, à la relativité. Ces deux visions extrêmes, l'une plutôt externe, l'autre plutôt interne, coexistent de façon paradoxale, parfois chez les mêmes auteurs, se retrouvent parfois chez les économistes critiques, parfois chez les journalistes économiques les plus néolibéraux. De plus, la confusion entre ce qu'est réellement la science économique et ce qu'elle devrait être est constamment entretenue, par les uns et par les autres. Certains commentateurs (plutôt critiques) la souhaitent pluraliste et déplorent son unanimité apparent, d'autres (plutôt orthodoxes) la veulent unitaire et ignorent délibérément sa diversité et ses contradictions dans le but imposer leur propre vision de l'unité (réfléchir à cela : imposer le consensus). Il semble difficile de faire comprendre que l'on peut à la fois souhaiter que la science économique se constitue comme une science (donc stabiliser ses méthodes, ses résultats, etc.) et constater que, pour le moment, elle est bien loin de s'en approcher ; que l'on peut à la fois souhaiter que les travaux les plus solides de l'économie soient pris en compte dans le champ politique et constater que le succès politique d'une théorie ou d'un économiste n'ont en général pas grand chose à voir avec les critères autonomes d'évaluation qui caractérisent un champ scientifique parvenu à un certain niveau de développement et d'intégration.

L'image officielle de la science économique

La figure d'Alan Greenspan illustre cette image de la neutralité, en ajoutant à celle des dirigeants de la BCE celle du " pragmatisme " voire du " génie " de celui à qui les Etats-Unis devraient le " miracle " d'une croissance ininterrompue pendant plus de huit ans. En particulier, les économistes européens disent souvent envier aux Etats-Unis ce personnage charismatique, qui considérerait même, l'hérétique, que le plein-emploi nécessite des interventions lorsque la situation l'exige. (On aimerait pouvoir en dire autant de Duisenberg ou Trichet). Là encore, il faut se demander ce que recouvre cette figure, quels en sont les ressorts sociaux.

Une science peu intégrée et peu autonome

J'ai essayé de montrer comment se construisait et comment était utilisée l'idée d'une autonomie totale de la sphère économique par rapport au politique dans certaines instances publiques, investies de fonctions politiques, mais qui fondent leur action sur le déni du politique. Tout ce travail de légitimation est adossé à la représentation d'une science économique source de certitudes et de stabilité là où la politique serait livrée aux vents du popu-

lisme, aux charmes de la démagogie, etc.

Le paradoxe le plus troublant de la science économique contemporaine est peut-être l'écart croissant entre la force de conviction affichée par nombre d'économistes professionnels au sujet de tel ou tel aspect de leur domaine d'étude et la fragilité des bases objectives sur lesquelles cette conviction prétend se fonder. Il serait facile aujourd'hui d'ironiser sur tout énoncé commençant par " la science économique dit que... ", ne serait-ce qu'en lui opposant la pluralité discordante des voix des économistes réels, même autorisés par les signes les plus reconnus de scientificité (comme le " prix en mémoire d'Alfred Nobel ") et la réussite douteuse des prescriptions qui en découlent (comme la politique de " réforme " en Russie). Mais, plus profondément, le sociologue ou l'historien des sciences économiques, à la différence de celui de la physique, ou de la chimie, est confronté en économie à un fossé peu banal entre le coefficient de certitude affiché par le chercheur -ou plutôt certains chercheurs- et la dispersion empirique des prises de position scientifiques, leur caractère polémique, apparemment contingent, volatile, dépendant du contexte, etc. S'il ne fallait qu'un exemple entre mille, celui de la fameuse relation entre coût du travail et chômage mériterait d'être longuement étudié comme une de ces controverses interminables faute de preuve évidente non pas de l'intensité de la relation entre ces variables mais simplement de leur existence. Le récent rapport du Conseil d'analyse économique sur " Lutte contre le chômage. Les réussites en Europe ", qui fournit sans doute le meilleur état récent des débats scientifiques sur la question, est à cet égard exemplaire. Cette relation qui est au cœur aujourd'hui de l'opinion établie des milieux dirigeants (économiques, politiques, administratifs, etc.) ne peut, au mieux, se prévaloir que de très faibles coefficients de corrélation et souffre d'exceptions et de contre-exemples nombreux.

Face à ce paradoxe d'une certitude sans fondement solide, plusieurs stratégies argumentatives sont utilisées couramment et sont autant de systèmes de défense, au sens de Freud. La première consiste à nier cette diversité en affirmant que la " grande majorité " des économistes s'accordent sur la définition des principaux concepts de la discipline, ses principaux " résultats théoriques ", sur les " faits stylisés " essentiels de l'histoire économique, voire sur les meilleures mesures qu'un gouvernement peut prendre en matière économique (essentiellement aujourd'hui, une conjonction de déréglementation des marchés, de démantèlement des normes sociales, de réduction de la place de l'Etat et des services publics dans les économies). Cette argumentation traite les objections potentielles comme autant de bizarreries marginales appelées à disparaître. Qu'il existe encore des économistes marxistes, voire keynésiens (mais " de moins en moins "), étonnera autant que la persistance dans les sociétés développées des croyances en l'alchimie ou en la parapsychologie. Or, ici encore, on fait fi de toute preuve statistique alors même que plusieurs éléments contredisent les évidences du sens commun : la variabilité des orientations théoriques ne décroît pas de façon sensible ; plus que jamais l'enseignement de la théorie économique néoclassique orthodoxe est soumis à de fortes critiques émanant des étudiants et des enseignants ; plus que jamais, certains des plus grands économistes, comme Maurice Allais ou Edmond Malinvaud, doutent de leur savoir au moment où leurs élèves l'érigent au rang de vérité révélée... Une deuxième stratégie argumentative consiste à retourner ce qui est perçu comme une critique : le sociologue ou l'historien des sciences ne sont-ils pas eux-mêmes bardés de certitudes qui ne sont nullement validées par une commu-

nauté savante intégrée et harmonieuse ? Si ce n'est pas le cas, n'est-ce pas au fond que tout ceci est " relatif ", selon le fameux topos sceptique auto-destructeur ? Mais est-ce si sûr ? Les modalités de la certitude telle que la produisent les sciences sociales (anthropologie, sociologie, histoire, etc.) sont-elles identiques à celles du savoir économique contemporain ? Le " coefficient de certitude " n'est-il pas, dans ces disciplines moins visibles, mieux proportionné à des énoncés contextualisés, empiriquement contrôlés ? Ces questions en tout cas méritent d'être posées.

On peut risquer une interprétation sociologique de ce paradoxe. La science économique doit une partie de ses propriétés à son statut de science de pouvoir, c'est-à-dire de discipline dont les énoncés fournissent à des détenteurs de pouvoir une ressource particulière. Mieux, on peut se demander si, avec la montée du capital scolaire à tous les niveaux de décision, elle n'est pas devenue la première ressource susceptible de légitimer et fonder l'exercice du pouvoir, au point que les dirigeants politiques et économiques deviennent dépendants de cette forme particulière d'autorité que procure la connaissance économique. Dans ce contexte, la science économique, comme la religion dans une période antérieure à la révolution scientifique, est l'objet d'une demande sociale de certitudes. Chaque acteur économique a ses propres croyances, résultats complexes de sa trajectoire sociale, scolaire, professionnelle. Les croyances certifiées élaborées dans le champ scientifique, aussi formalisées et ésotériques soient-elles, seraient étroitement connectées, reliées même, à celles d'acteurs sociaux profanes.

Plusieurs observations semblent confirmer ce fait. Les prises de position scientifiques des économistes varient selon les pays et les périodes, en fonction de l'histoire politique, économique de ceux-ci et du statut qu'y occupe la science économique. Au début des années 1980, les économistes français étaient beaucoup plus keynésiens que ceux des pays anglo-saxons. A l'intérieur d'un champ national, les prises de position sont dépendantes du degré de proximité avec le monde de l'entreprise, avec l'Etat, du statut des chercheurs, de leur origine sociale. Les affinités entre un étudiant en économie et une théorie, même la plus abstraite, sont indissociables des caractéristiques sociales de cet étudiant (origine socio-professionnelle, sexe, parcours scolaire...). C'est ainsi que l'on observe une correspondance, au premier abord surprenante, entre les caractéristiques des publics étudiants en économie dans une université ou une école et les orientations dominantes de l'enseignement économique qui y est dispensé. Ces relations statistiques ne sont toutefois pas compréhensibles si l'on s'en tient à la métaphore marxiste du " reflet " : elle renvoie à des processus complexes d'intériorisation des conditions objectives et d'expression intellectuelle des dispositions sociales incorporées. Les " choix théoriques " en économie sont d'autant plus dispersés que la croyance théorique repose sur un réseau de croyances sociales.

La faible autonomie de la discipline économique par rapport au monde social environnant ne signifie pas que la scientificité y serait par nature impossible à atteindre, mais que, pour y parvenir, des ruptures avec les prénotions et les adhérences sociales et historiques sont nécessaires. A mon sens, cette autonomisation signifie, à l'inverse de la voie choisie par la " science économique " surtout depuis la deuxième guerre mondiale, et implique que la science économique se tourne résolument vers les autres sciences sociales et se défasse de l'ambition normative de reconstruire le monde économique en conformité avec la théorie (quelle qu'elle soit). Une théorie éco-

nomique ainsi conçue sera sans doute plus modeste, moins définitive dans ses conclusions positives ou appliquées, nécessairement historique par son objet et d'autant plus universelle dans ses résultats qu'elle aura cherché à rendre compte de réalités sociales et historiques.

Or, le paradoxe est que, précisément, la science économique réellement existante n'est pas du tout conforme à cette vision. Elle est elle-même traversée par les controverses les plus vives, les basculements historiques, le chaos même des théories (je renvoie sur ce plan aux travaux sur ce que pensent les économistes réels, tout un courant de recherche). Michel Husson montre, par exemple, dans son dernier ouvrage (qui reprend ses travaux des années 1990) à quel point les résultats économétriques réels sont décalés des usages qui en sont faits : le sociologue des sciences ne peut être que frappé par le caractère ouvert des controverses réelles en économie, le faible consensus (même sur les faits, les effets plus ou moins robustes, etc.), ce qu'on appelle après Mulkay "l'attachement aux théories" (ex. coût du travail et emploi, anticipations rationnelles...) même contre la plupart des évidences empiriques.

Un livre récent intitulé l'effet Greenspan donne quelques éléments de réponse, en particulier dans un paragraphe intitulé *The power of Greenspan*. " Il n'a jamais occupé de position électorale ou ... Il n'a jamais créé ou dirigé d'entreprise multinationale géante. Il n'a jamais ... aux Masters ou ... En fait, la profession qu'il a choisi est presque l'antithèse du pouvoir que l'on associe à un Président ou un Dictateur, le charme d'une star de cinéma, la vision courageuse d'un entrepreneur pionnier, ou les exploits sportifs d'une superstar du sport. [On tourne la page] He is an economist. Il joue dans les vignes sèches de ce que à quoi John Maynard Keynes faisait référence comme la " science lugubre ". Au milieu de ses collègues plus obscurs, il semblerait définir tout ce qui est clinique, non-sexy, raréfié et non-pertinent " (p. IX,X). Un peu plus loin : " à la différence des politiciens, Greenspan ne s'est jamais permis de distractions politiques ou de faiblesses personnelles pour interrompre son trajet choisi " (p.XI). La figure du banquier central est donc tout entière construite contre celle du politique, de son opportunisme, de sa soumission aux intérêts électoraux, de son populisme, etc. Elle renvoie à l'idée de constance, de vigilance et de sérieux, de grisaille, etc.

Pourtant, de même que toute la rhétorique de la BdF est de la politique mise sous forme euphémisée, neutralisée, en partie invisible ou déformée, toute la carrière de Greenspan est l'histoire d'une liaison étroite avec les milieux politiques et -bien sûr- financiers dirigeants. Fils d'un courtier de Washington, formé à l'université de New York puis de Columbia, il devient économiste d'entreprise, créateur de sa propre société d'études avec un spéculateur du nom de Townsend et y mène des travaux quantitatifs pour des acteurs économiques privés (connu pour sa méthode bottom-up, méthode très empiriste fondée sur l'étude exhaustive et détaillée des séries statistiques). Dès 1968, il est directeur de la recherche sur la politique domestique dans la campagne de Richard Nixon, puis conseiller de l'équipe de transition après sa victoire. En 1974, retour d'ascenseur, Nixon lui propose de devenir Chairman du Council of economic advisers, mais il refuse dans un premier temps, avant qu'un ancien camarade de Columbia, l'économiste Arthur F. Burns, réussisse à le convaincre. Heureusement pour lui, Gerald Ford le confirme dans ses fonctions après le Watergate. Il abandonne celles-ci en 1977, mais il est alors déjà devenu une star des médias et multiplie les chroniques (il est présenté comme un " fameux conseiller économique " dans une

pub Apple). Il conseille Reagan et fait encore partie de son équipe de transition, mais un certain Donald Regan le devance pour le secrétariat au Trésor (ministère des finances). Dès 1983, son nom est évoqué au moment du renouvellement de Volcker (issu du camp démocrate) à la Fed et il l'obtient sans problèmes en 1987, jusqu'à aujourd'hui, c'est-à-dire durant la période d'âge d'or des marchés, avec la bénédiction répétée de Clinton.

Ce qui frappe dans le cas de Greenspan, c'est la conjonction d'un pouvoir politique énorme sur l'économie (*The Greenspan effect* étudie sur la base de statistiques financières les conséquences des déclarations de Greenspan et conclut à un important effet) : ce pouvoir est, en même temps, constamment dénié comme pouvoir politique. Pourtant G. est un acteur public et agit par ses mots et ses décisions (collégiales) de hausse ou de baisse des taux, ses analyses de conjoncture, etc. Maintenant, il faut se poser la question du sens de l'effet G. Pris dans les polémiques européennes, certains économistes européens veulent y voir quelqu'un qui se bat contre le chômage et pour la croissance autant que contre l'inflation. Si l'on ne regarde pas seulement les deux dernières années et qu'on se place d'un point de vue historique plus long, on s'aperçoit que la performance de l'économie américaine en matière de croissance et d'emploi (effet G. indirect) n'est pas du tout " miraculeuse ", surtout si l'on prend en compte l'augmentation généralisée du temps de travail, l'évolution " modérée " des salaires, surtout les plus bas, la précarisation généralisée et l'accroissement des contraintes sociales qui accompagnent le développement du *workfare* (sans parler de l'Etat pénal décrit par LW). En revanche, en matière d'inflation, le résultat est à la hauteur du discours, mais faut-il vraiment s'en féliciter vu le rythme d'augmentation des salaires ? L'effet Greenspan tel que le mesurent Sicilia et Cruiksbank est d'abord un effet direct (de court et moyen terme) sur le niveau des cours boursiers et là, la performance est stupéfiante. Quelques déclarations très médiatiques entraînent les marchés à la baisse, c'est l'effet G. de CT, mais l'ensemble de la politique monétaire et financière américaine apparaît plutôt sur l'ensemble de la période comme une politique d'entretien et de développement de l'euphorie financière. Même Alan Blinder, pourtant pas un révolutionnaire, économiste keynésien placé à la Fed par les Démocrates, a jeté l'éponge face à G. et remarque à la fin de son livre sur les banques centrales que les menaces sur l'indépendance (s'agit-il seulement de menaces) viennent maintenant des marchés financiers. Cette question n'est que rarement abordée dans les manuels. De toute façon, l'indépendance est toujours adossée à une science, la science économique

Conclusion

Pour conclure, je ne plaide pas du tout pour une politisation de la critique, un retour à l'économie politique ou à la critique de l'éco po, ni même à la notion, politique et non scientifique, de pluralisme. Je ne plaide pas, personnellement, pour une vision au fond relativiste qui voudrait que ce qui compte en économie ce sont les opinions politiques, mais pour que les économistes, les chercheurs en sciences sociales plus largement, se rendent maîtres des conclusions qui sont tirées de leurs résultats ou de leurs absences de résultats scientifiques. Je place donc au centre de la lutte, les luttes dans le champ scientifique et le contrôle par les chercheurs des usages politiques des travaux scientifiques

3 > Reconsidérer la richesse

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Par lettre du 25 juillet 2000 vous m'avez fait l'honneur de me confier une mission impossible . Il suffit en effet de se reporter au contenu de la lettre de mission pour comprendre qu'une personne seule, fut elle appuyée par votre cabinet et les services de la DIES, ne peut réussir, en quelques mois, à proposer un système cohérent susceptible de transformer en profondeur notre comptabilité nationale et de modifier, à travers la monnaie et la pluralité d'autres systèmes d'échange, la circulation et la distribution de la richesse. Une telle entreprise doit mobiliser, pour être menée à bien, des dizaines, puis des centaines de personnes pendant plusieurs années.

De la construction de la comptabilité nationale

Si nous examinons dans quelles conditions la construction de notre actuelle comptabilité nationale a été réalisée après la seconde guerre mondiale nous constatons qu'elle a été intellectuellement pensée pendant les années d'entre deux guerres et pleinement réalisée après la Libération grâce à une formidable fédération d'énergies, intellectuelles, institutionnelles et militantes, qui ont donné un nouveau souffle à la reconstruction de l'Etat et de l'économie française. C'est parce qu'ils ont pensé d'un même mouvement l'outil de la représentation de la richesse qu'était la comptabilité nationale, l'instrument statistique qui la rendait possible, et les nouveaux modes d'intervention publiques à travers des administrations de mission comme le Commissariat général du Plan, que la manière dont la nation se représentait la richesse a pu devenir un moyen privilégié de faire entrer pleinement la France dans la seconde révolution industrielle.

Il nous faudra au moins cette ambition et ces moyens pour nous attaquer à un problème d'emblée plus large et plus complexe puisqu'il ne peut se limiter à la France et doit affronter une mutation beaucoup plus profonde que le simple passage de la première à la seconde révolution industrielle . Et nous n'avons même pas l'aiguillon de la reconstruction pour nous aider dans cette entreprise !

Nous avons en revanche la preuve permanente que notre représentation actuelle de la richesse, et l'usage contre-productif que nous faisons de la monnaie, aggrave les problèmes auxquelles nos sociétés sont confrontées au lieu de nous aider à les résoudre. Dans la plupart des dossiers qui ont été au cœur des débats publics de ces derniers mois, de la vache folle à l'Erika, de l'amiante aux accidents de la route, des conséquences de la grande tempête de décembre 1999 à la crise des carburants de l'automne 2000, il y a toujours un élément commun que l'on oublie curieusement de rappeler : ces catastrophes sont des bénédictions pour notre Produit Intérieur Brut , ce chiffre magique dont la progression s'exprime par un mot qui résume à lui seul la grande ambition de nos sociétés matériellement développées et éthiquement sous développées : LA CROISSANCE !

Plus de destructions = plus de PIB

Car les centaines de milliards que coûtent à la collectivité ces destructions humaines et environnementales ne sont pas comptabilisées comme des destructions mais comme des apports de richesse dans la mesure où elles génèrent des activités économiques exprimées en monnaie. Les 120 milliards de coûts directs des accidents de la route (qui en génèrent le triple en coûts indirects), pour ne pren-



Reconsidérer la richesse

Il est donc plus que temps de nous atteler à ce chantier considérable du changement de représentation de la richesse et de la fonction que joue la monnaie dans nos sociétés. C'est pour l'économie sociale et solidaire un enjeu décisif et pour le mouvement associatif une occasion à saisir. Ils s'inscrivent en effet dans une histoire où le choix de la coopération, de la mutualisation, de l'association se veut prioritaire. C'est pour eux un piège mortel que de laisser s'imposer des critères qui ignorent les enjeux écologiques et humains et valorisent des activités destructrices dès lors qu'elles sont financièrement rentables. Il leur faut, au contraire reprendre l'initiative et être aux premiers rangs de l'émergence d'une société et d'une économie plurielle face aux risques civilisationnels, écologiques et sociaux que véhicule "la société de marché"

Par Patrick Viveret

Conseiller référendaire à la Cour des Comptes

Rapport d'étape de la mission "nouveaux facteurs de richesses" au Secrétaire d'Etat à l'Economie Solidaire, Mr Guy Hascoët

Document original :

<http://attac.org/fra/list/doc/viveret.htm>

dre que ce seul exemple, contribuent à la croissance de notre produit intérieur brut. A supposer que nous n'ayons aucun accident matériel ou corporel, ni morts ni blessés sur les routes de France l'année prochaine, notre PIB baisserait de manière significative, la France perdrait une ou plusieurs places dans le classement des puissances économiques et l'on verrait nombre d'économistes nous annoncer d'un ton grave que la crise est de retour. Et la situation serait pire si disparaissait également de ces étonnantes additions une part des 170 milliards induits par les effets sur la santé de la pollution atmosphérique, les dizaines de milliards que vont coûter la destruction des farines animales, les quelques cent milliards qu'ont généré les destructions de la tempête de l'hiver dernier et d'une manière générale tout le plomb des destructions sanitaires, sociales ou environnementales qui ont cette vertu de se changer en or par l'alchimie singulière de nos systèmes de comptabilité.

Les activités bénévoles font baisser le PIB

Dans le même temps, toutes les activités bénévoles qui, grâce en particulier aux associations loi 1901, dont nous nous apprêtons à fêter le centenaire, ont permis d'éviter ou de limiter une partie des effets de ces catastrophes, par exemple en allant nettoyer les plages polluées ou en aidant gratuitement des handicapés, n'ont, elles, permis aucune progression de richesse et ont même contribué à faire baisser le produit intérieur brut en développant des activités bénévoles plutôt que rémunérées. Autant dire que nous marchons sur la tête et que dans le même temps où l'on va célébrer le rôle éminent des associations, nous continuerons à les traiter comptablement, non comme des productrices de richesses sociales mais comme des "ponctionneuses de richesse économiques" au titre des subventions qu'elles reçoivent.

Notre société, malgré ses déclarations de principe, facilite beaucoup plus le "lucra-volat", la volonté lucrative, que le bénévolat, la volonté bonne; et il arrive trop souvent que ce que l'on pourrait appeler le "male-volat" ou volonté mauvaise, sous ses formes diverses, bénéficie de l'argent des contribuables comme en témoignent les exemples récents de pactes de corruption en vue de détourner les marchés publics.

Il est temps de changer de représentation

Il est donc plus que temps de nous atteler à ce chantier considérable du changement de représentation de la richesse et de la fonction que joue la monnaie dans nos sociétés. C'est pour l'économie sociale et solidaire un enjeu décisif et pour le mouvement associatif une occasion à saisir. Ils s'inscrivent en effet dans une histoire où le choix de la coopération, de la mutualisation, de l'association se veut prioritaire. C'est pour eux un piège mortel que de laisser s'imposer des critères qui ignorent les enjeux écologiques et humains et valorisent des activités destructrices dès lors qu'elles sont financièrement rentables. Il leur faut, au contraire reprendre l'initiative et être aux premiers rangs de l'émergence d'une société et d'une économie plurielle face aux risques civilisationnels, écologiques et sociaux que véhicule "la société de marché"

Entamer un vaste débat public

Ce premier rapport a pour objet de proposer un cadre qui doit permettre, au cours de l'année à venir, d'entamer un vaste débat public sur ces questions, de lancer des expérimentations, de rassembler les multiples tentatives françaises et étrangères qui permettent de renouveler la question de la représentation de la richesse et de réinscrire la monnaie au cœur de l'échange humain. Elles s'or-

ganisent autour de l'évaluation démocratique comme outil privilégié et du développement humain durable comme finalité.

Définir l'évaluation comme une délibération sur les valeurs, ce qui correspond à l'étymologie du terme, c'est refuser de la réduire à un simple exercice de mesure, lui même référé aux catégories dominantes d'un économiisme qui a coupé ses liens avec l'éthique et le politique. La question des "indicateurs" qui relève des outils ne peut donc être dissociée de celle des "critères" qui relève du débat sur les fins. Si l'économie, dans la direction des travaux du prix Nobel Amartya Sen, doit accepter de redevenir sinon une "science morale" du moins une science qui se reconnaît au service de finalités morales et politiques, il nous faudra donc nous interroger, tant en ce qui concerne la représentation de la richesse que sa circulation, sur l'orientation de la volonté collective, sur cette "volonté bonne", le bénévolat, dont le terme est si galvaudé et si peu compris. Rien n'indique mieux la transformation des moyens en fins, au cœur de l'économiisme, que le fait de considérer le désir de gains monétaires, l'activité lucrative, comme un objectif se suffisant à lui-même. Et le symptôme majeur de la dérive vers des "sociétés de marché" se lit quand les outils de mesure de la monnaie, envahissent l'ensemble du champ social jusqu'à faire de la totalité du temps de vie ce que les américains nomment le "life time value", un réservoir potentiel pour la marchandisation de toutes les activités humaines.

"Oui à l'économie de marché, non à la société de marché".

Cette phrase du Premier Ministre, si on la prend réellement au sérieux, nous conduit à faire du marché et de la monnaie un moyen et non une fin, l'économie marchande n'étant elle-même que l'une des composantes d'une économie plurielle au sein de laquelle sont pleinement reconnues d'autres formes économiques comme l'économie sociale et solidaire. Il s'agit, on l'a compris, de retrouver, à l'aube de ce siècle, la force originelle du principe associatif, celle qui cherche, à travers et au-delà l'économie, à substituer la logique coopérative des jeux gagnants/gagnants à la logique guerrière des jeux gagnants/perdants. Quel plus beau débat imaginer pour l'année du centenaire de la loi française de 1901 qui est aussi celle de l'année internationale du volontariat décidée par les Nations Unies !

Première partie : des thermomètres qui rendent malades !

Une personne sensée peut-elle prétendre que la marée noire, issue du naufrage de l'Erika, la grande tempête de décembre 1999, les accidents de la route et leur cortège lugubre de morts et de blessés, la catastrophe annoncée des conséquences de la maladie de la vache folle, constituent de bonnes nouvelles ? La réponse négative paraît aller de soi. Pourtant des milliers de personnes occupant des fonctions décisives dans nos sociétés dans le domaine économique, politique ou scientifique sont guidés en permanence dans leurs actions par des instruments de mesure qui ont l'étrange caractéristique de comptabiliser positivement toutes les destructions que nous venons d'évoquer.

La fameuse croissance du produit intérieur brut qui sert de boussole à la plupart de nos responsables a en effet ceci de remarquable qu'elle se moque de la nature des activités qu'elle additionne pourvu que celles-ci génèrent des flux monétaires : dès lors qu'il faudra payer des garagistes pour dépanner et réparer les voitures endomma-

gées, des cimentiers pour brûler les farines animales suspectées d'être à l'origine de la maladie de la vache folle, des médecins pour soigner les personnes victimes de la pollution de l'air, de l'eau, de la tempête, des employés d'entreprises de pompes funèbres pour enterrer les morts, il y aura des valeurs ajoutées monétaires qui seront enregistrées dans les comptabilités des acteurs économiques ; celles-ci viendront ensuite gonfler, dans les grands agrégats publics de la comptabilité nationale, notre produit intérieur brut dont la croissance ou la décroissance générera ensuite, du moins le croit-on, plus d'emplois ou plus de chômage.

Un bien curieux thermomètre

Nous disposons donc d'un curieux thermomètre puisque nous ne savons jamais s'il nous indique la bonne température. Devons-nous nous réjouir d'un fort taux de croissance de notre produit intérieur brut ? Oui, s'il s'agit de créer des richesses et des emplois susceptibles d'améliorer le niveau et la qualité de vie d'une collectivité. Non, si cette croissance est due à l'augmentation des accidents, à la progression de maladies nées de l'insécurité alimentaire, à la multiplication des pollutions ou à la destruction de notre environnement naturel. Faute d'établir un minimum de distinction, de nous limiter à une comptabilisation monétaire, sans procéder à une évaluation de la nature des richesses produites ou détruites, nous sommes condamnés à voir nos outils actuels faciliter des comportements dangereux du point de vue du bien commun.

1/les effets pervers de notre représentation de la richesse

Les formes actuelles de comptabilisation de la richesse ont ainsi pour effet d'accorder une sorte de prime à la destruction et à la réparation lourde au détriment de la prévention et de réparations moins coûteuses si la "casse" écologique, sociale ou sanitaire était moins importante. Les "casseurs", ou les bénéficiaires de la casse, qui vont voir gonfler leur chiffre d'affaires, ne sont guère intéressés à la limitation de la destruction et les payeurs (pour l'essentiel l'Etat, la Sécurité sociale et les collectivités locales) sont eux-mêmes financés par des impôts ou des cotisations assises sur les flux monétaires, ceux liés aux activités destructrices étant loin d'être négligeables. Les véritables victimes du système que sont les citoyens-contribuables n'ont, eux, guère les moyens de se faire entendre et ils n'imaginent d'ailleurs même pas, pour la plupart, l'étrange mélange qui compose cette croissance dont ils pensent le plus grand bien.

Une prime à la myopie

C'est aussi une prime à la myopie, à la logique du court terme et de la courte vue car les bénéfices apparents que les casseurs et les payeurs tirent d'un tel système ne sont évidemment pas durables. A moyen et à long terme tout le monde est perdant dans ce jeu dangereux. Mais comme les comptabilités, les distributions de dividendes et les élections rythment un temps de plus en plus court il est difficile de trouver, fut-ce dans l'Etat pourtant gardien par construction des enjeux du temps long, des acteurs réellement intéressés à un chantier aussi vaste que complexe.

Une prime à l'incivisme et à l'amoralisme

C'est encore une prime à l'incivisme et à l'amoralisme puisque l'amoralisme méthodologique de l'économie comme discipline se transmet, dès lors que l'économie devient une véritable norme sociale et culturelle au sein d'une société de marché, à toutes les activités humaines : quand la question de la rentabilité prime celle du bien, et singulièrement celle du bien public, c'est le cœur du pro-

cessus éducatif qui se trouve gravement perturbé. Pourquoi transmettre à nos enfants des notions comme l'altruisme, le mérite ou le civisme s'ils ont en permanence pour modèle une réussite financière fondée sur l'individualisme, l'argent facile et le contournement des règles et des lois comme art supérieur du management ?

Les conséquences d'une telle logique sont redoutables : elles fondent le mythe des "producteurs" et des "fonctionnaires" ; d'un côté, les entreprises censées être seules productrices de richesse alors qu'elles ne peuvent remplir leur fonction qu'en transformant des ressources écologiques et humaines ; de l'autre, toutes les activités sociales et écologiques qui sont censées être financées par un prélèvement de richesse économique. Elles condamnent les associations à quémander leurs moyens d'existence à l'Etat ou à les rechercher sur le marché faute de disposer de ressources en rapport avec les richesses sociales qu'elles contribuent à créer ou à préserver. Elles ignorent les conditions anthropologiques et écologiques sans lesquelles aucune richesse économique ne serait possible. Elles font de l'Etat et de l'ensemble des services publics un secteur suspecté en permanence d'être parasite.

Pourquoi les anciens outils sont-ils plébiscités ?

Certains répondront, en citant Schumpeter que l'économie se fonde certes sur une forme de destruction mais que celle-ci est "créatrice" du fait du progrès technique. Mais, dans cette perspective, il nous faudrait disposer d'un outil capable de reconnaître la "bonne" destruction de la mauvaise ce qui, on l'a vu, n'est pas le cas du PIB. Nous sommes donc renvoyés au même problème qui est de changer de thermomètre. Ce sera l'objet des propositions de la deuxième partie de ce rapport. Mais il ne sert à rien de réfléchir à de nouveaux outils si l'on ne comprend pas les raisons pour lesquelles les anciens sont plébiscités. Il nous faut donc comprendre pourquoi et comment sont nées les tables de nos lois économiques qui structurent, dans une véritable religion de l'économie, le cœur des croyances et des comportements de nos contemporains.

Un bref retour historique s'impose

Un bref retour historique s'avère ici nécessaire pour comprendre les conditions dans lesquelles l'économie va assurer son autonomie par rapport au religieux, à l'éthique et au politique, en donnant un sens nouveau aux concepts de richesse, de production et d'utilité. La construction des systèmes de comptabilité qui structurent encore notre représentation s'inspire en effet directement de ce bouleversement.

2/ Un bref retour historique

21 - Richesse, valeur, utilité : le bouleversement culturel de la société de marché

S'il est un trait commun de la plupart des civilisations c'est la dévalorisation des notions de travail, de production et d'une manière générale de la sphère économique. Loin du schéma culturel commun au libéralisme et au marxisme pour qui l'économie est une infrastructure déterminante et première, l'histoire anthropologique met en évidence des sociétés humaines où l'économie occupe un rôle secondaire. La division sociale des rôles se double d'une division sexuelle : entre le travail déshonorant dévolu aux esclaves et la politique noble réservée aux mâles, la Grèce invente un espace intermédiaire qui sera dévolu aux femmes : celles-ci, occupées aux tâches domestiques (oikos, nomos = la loi de la maison) s'occupent de l'intendance pendant que leurs époux débattent sur l'agora.

Sous des formes diverses toutes les civilisations placeront l'économie au second plan et c'est encore le cas aujourd'hui de la plus grande part des cultures d'Asie et d'Afrique pour lesquelles l'extension, via la mondialisation, de notre modèle culturel constitue un choc difficilement assimilable.

Dans cette perspective la seule économie qui vaille est "l'économie du salut". Le Moyen âge chrétien a développé cette vision dont il faut comprendre toute la force : dans des sociétés où la moyenne de vie ne dépassait pas trente ans et où la croyance en une autre vie était générale, la seule question sérieuse de l'ici bas était de préparer l'au delà, en particulier pour éviter la damnation éternelle. La sphère morale se déduisait de la vision religieuse et le politique, son bras séculier, tirait sa légitimité du "droit divin". Dans cette société d'ordre l'individu n'existe pas. Il n'est qu'une particule élémentaire d'un tout cosmique et social; il n'y a pas non plus de raison autonome puisque celle-ci, même réhabilitée par Thomas d'Aquin, se doit d'être servante de la Révélation.

Or nous voici désormais dans un nouveau monde, qui émerge lentement du XVIIIème siècle où la nouvelle loi montante, celle de l'économie, récuse toute distinction morale, tout rapport au religieux, s'émancipe du politique, traite la nature non comme un cosmos mystérieux mais comme un matériau malléable et ne connaît que trois catégories pour se refonder sur les ruines de ce désir. Comment ce bouleversement radical dont nous sommes les héritiers a-t-il pu se produire ? On ne comprend pas l'incroyable force qui s'oppose, dans nos sociétés, à la prise en compte des enjeux écologiques, éthiques et spirituels si l'on ne fait pas retour sur le bouleversement mental et social qui a conduit nos sociétés à faire de la production de biens matériels vendus sur un marché le critère par excellence de la valeur et de la réussite. Il faut comprendre le cœur des temps modernes si, au moment où nous en constatons les dégâts écologiques et sociaux, nous voulons entrer dans la nouvelle ère qui s'ouvre en conservant le meilleur de leur lumière tout en nous préservant de leurs conséquences les plus contestables.

22 - Une triple révolution fondatrice

Cette économie marchande à ce point dominante qu'elle se mue en "société de marché" capable de subordonner le droit et le politique, de marchandiser la vie privée, de breveter le vivant, d'organiser des "permis de polluer", bref tout ce qui nous paraît aujourd'hui dangereux, elle est fille de trois révolutions émancipatrices qui nous tiennent à cœur et dont nous ne sommes pas prêts, sans précautions, à récuser l'héritage.

La première, intellectuelle et culturelle, invente l'individu et l'autonomie de la raison. La seconde, politique, récuse les sociétés d'ordre et fonde la légitimité du pouvoir, non sur le droit divin, mais sur la volonté générale des citoyens. La troisième, technologique et scientifique, fait du Progrès et de l'Histoire le nouveau sens possible de la vie personnelle et collective. On aura reconnu l'Europe des Lumières préparée par la Renaissance, les révolutions britanniques, américaines et françaises et l'entrée dans l'ère industrielle. Et ce sont paradoxalement les révolutions politiques du XVIIIème et les révolutions sociales du XIXème et du XXème siècles qui vont créer le terreau où croîtra ensuite l'économie triomphante. Quel est en effet l'argument majeur qu'invente la révolution politique, en particulier la française, pour discréditer les sociétés d'ordre? celui de l'improductivité. C'est parce qu'ils sont économiquement parasites que le clergé et la noblesse se voient disqualifiés socialement et politiquement. Et c'est

ce même argument que les révolutions sociales reprendront ensuite, mais cette fois contre la bourgeoisie et au bénéfice du prolétariat.

Notons aussi que le renversement des monarchies de droit divin n'est possible que parce que les Lumières ont inventé l'individu exerçant sa raison critique. Pas de citoyenneté, pas de République, au sens moderne du terme, sans ces individus assemblés et raisonnables fondant le droit et construisant "la volonté générale".

C'est dans cette perspective que l'on peut comprendre le considérable renversement culturel dont témoignent les définitions de la richesse, de l'utilité et de la valeur qui vont apparaître au XIXème siècle chez des auteurs comme Malthus, Jean Baptiste Say, Auguste et Leon Walras ainsi que le souligne Dominique Meda dans une remarquable enquête historique sur l'origine contemporaine du concept de richesse.

Malthus ou la définition de la richesse

Ainsi Malthus qui écrit en 1820 Principes d'économie politique dont le chapitre inaugural porte sur la définition de la richesse : toute sa tentative vise à donner une définition du terme qui permet à la science naissante qu'est l'économie d'assurer son autonomie par rapport à d'autres disciplines. Pour ce faire il lui faut d'abord récuser les définitions trop restreintes, telles celle des physiocrates pour qui la seule richesse vient de la terre, car Malthus s'attache à intégrer des produits liés à l'émergence de l'industrie; mais il ne veut pas non plus d'une définition trop large et qualitative, non pour des raisons ayant trait à la richesse elle-même, mais afin d'éviter "d'introduire beaucoup de confusion dans la science de l'économie politique".

Nous sommes ainsi en présence d'une convention dont le double objectif est de valoriser certaines activités plutôt que d'autres (en l'occurrence ici les productions matérielles et marchandes) et d'assurer à l'économie les moyens d'affirmer son autonomie en lui donnant le statut d'une science objective assise sur des comparaisons quantitatives.

C'est pourquoi nous allons trouver, chez Malthus, la plupart des grandes contradictions qui sont encore les nôtres aujourd'hui :

- celle qui porte sur l'addition comptable de productions diverses : "nous ne pouvons aborder, écrit-il, sous le point de vue pratique, aucune discussion sur l'accroissement relatif de la richesse chez les différentes nations si nous n'avons un moyen quelconque, quelque imparfait qu'il soit, d'évaluer la somme de cet accroissement". La tentative sera dès lors grande d'adopter, un étalon unique, la monnaie, et d'abandonner toute tentative d'évaluation de la nature des richesses elles-mêmes;
- le refus de considérer comme productif le travail domestique : "quoiqu'il soit avéré que les services personnels sont un aiguillon actif pour la production de richesse, on ne pourra jamais prétendre qu'ils y ont une part directe". Sinon nous dit Malthus "le mot (richesse) cesserait d'avoir une signification claire et utile". Il faudra attendre les travaux d'Annie Fouquet et Ann Chadeau au début des années quatre vingt sur la valorisation du travail domestique pour qu'une première tentative permette enfin de sortir de cette contradiction;
- la thèse de la non productivité des services publics qui ne brille guère par sa clarté : "si un employé du gouvernement fait exactement le même genre de travail que le commis du marchand ..., il doit être regardé comme un

ouvrier productif; et c'est un des nombreux et fréquents exemples d'ouvriers qui sont toujours ou parfois productifs, et qui appartiennent à des classes de la société dont le plus grand nombre peut, à juste titre être regardé comme improductif. "

- celle, enfin, qui introduit un argument de "front inversé" pour couper court à tout débat sur le changement d'outil de mesure en transformant paradoxalement ses adversaires en obsédés de la mesure, incapables de voir "des sources de bonheur autres que celles qui proviennent d'objets matériels", que l'on ne saurait " sans le plus grand abus, être mises au rang des objets grossiers dont se compose la richesse des nations".

J. B. Say et la définition de l'utilité

Le second auteur clef, JB Say, va introduire, avec la définition de l'utilité, une innovation majeure dont nous n'avons pas fini de vivre les conséquences. C'est dans son Traité d'économie politique qu'il propose d'appeler utilité "cette faculté qu'ont certaines choses de pouvoir satisfaire aux divers besoins des hommes ". Say va introduire un lien fondamental entre trois concepts que nous aurons l'occasion de retrouver jusqu'à notre époque contemporaine : l'utilité, le désir, le sacrifice, eux mêmes au cœur du processus de création d'un quatrième élément aussi décisif que toujours mystérieux: la valeur.

"Pourquoi, écrit-il, l'utilité d'une chose fait-elle que cette chose a de la valeur ? Parce que l'utilité qu'elle a la rend désirable et porte les hommes à faire un sacrifice pour la posséder". Et si on lui répond qu'il y a des choses "qui ont de la valeur et n'ont pas d'utilité, comme une bague au doigt, une fleur artificielle" Say rétorque : " Vous n'entrevoiez pas l'utilité de ces choses parce que vous n'appellez utile que ce qui l'est aux yeux de la raison, tandis qu'il faut entendre par ce mot tout ce qui est propre à satisfaire les besoins, les désirs de l'homme tel qu'il est. Or sa vanité et ses passions font quelquefois naître en lui des besoins aussi impérieux que la faim. Lui seul est juge de l'importance que les choses ont pour lui et du besoin qu'il en a. Nous n'en pouvons juger que par le prix qu'il y met".

Ainsi comme le note Jean Joseph Goux l'économie se détache non seulement de la morale mais de tout référent extérieur : "c'est l'émancipation d'avec toute la philosophie morale qui est en jeu... JB Say conçoit très bien qu'avec cette notion radicale de l'utilité (..) il donne congé à tout jugement moral et il s'en félicite. Car ce congé exonère l'économie politique de la responsabilité du jugement éthique, et il trace, par là, une ligne de démarcation nette entre cette discipline encore nouvelle (...) et la science de l'homme moral et de l'homme en société".

Walras : les conséquences de la redéfinition de l'utilité

Nous retiendrons enfin le nom de Walras, père et fils, qui pousseront jusqu'à ses conséquences logiques les plus radicales cette redéfinition économique de l'utilité. Le premier, Auguste Walras, dans De la nature de la richesse et de l'origine de la valeur résume bien le décalage croissant entre éthique et économie : "il y a donc cette différence entre la morale et l'économie politique que la première n'appelle utiles que les objets qui satisfont à des besoins avoués à la raison, tandis que la seconde accorde ce nom à tous les objets que l'homme peut désirer, soit dans l'intérêt de sa conservation, soit par effet de ses passions et de ses caprices". Comme l'explique Jean Joseph Goux "la science économique est prête pour un nouveau saut. Elle abandonnera bientôt, sans trop de scrupules, son titre d'économie politique pour devenir économie pure... poussant son indifférence axiologique et son mouvement

d'abstraction et de démoralisation jusqu'à rejeter comme métaphysique toute question sur les raisons et les déraison de l'utile, et sur ce qui détermine plus profondément la valeur ou la non valeur attribuée aux choses"

Léon Walras, le fils, célèbre théoricien de l'économie marginaliste, systématisera encore cette évolution dans Éléments d'économie politique pure(1926) : "je dis que les choses sont utiles dès qu'elles peuvent servir à un usage quelconque et en permettent la satisfaction. Ainsi il n'y a pas à s'occuper ici des nuances par lesquelles on classe, dans le langage de la conversation courante, l'utile à côté de l'agréable entre le nécessaire et le superflu. Nécessaire, utile, agréable et superflu, tout cela, pour nous, est seulement plus ou moins utile (...) qu'une substance soit recherchée par un médecin pour guérir un malade ou par un assassin pour empoisonner sa famille, c'est une question très importante à d'autres points de vue, mais tout à fait indifférente au nôtre. La substance est utile, pour nous, dans les deux cas, et peut être plus dans le second que dans le premier" .

23 - D'où émergera notre modernité ...

Tel est donc ce bouleversement qui va faire émerger ce nouveau monde où la nouvelle loi montante, celle de l'économie, récuse toute distinction morale, tout rapport au religieux, s'émancipe du politique et ne connaît que trois catégories pour se refonder sur les ruines de l'ancien : l'individu, le désir, la raison calculatrice au service de ce désir. Cette naissance s'accompagne d'une formidable énergie, mentale tout autant que mécanique, et ce n'est sans doute pas par hasard si c'est dans ce domaine énergétique que la révolution industrielle - révolution du désir technicien accouchant de machines à haut rendement énergétique- accomplira ses plus grandes prouesses. Et c'est cette même énergie que l'on retrouvera à l'œuvre lorsqu'il s'agira, après la seconde guerre mondiale, de reconstruire l'Europe dévastée et la faire entrer complètement dans la seconde révolution industrielle.

Mais avant d'aborder ce second grand moment historique, à la racine de nos représentations actuelles de la richesse, revenons sur deux conséquences majeures de ce bouleversement. La première concerne, pour l'essentiel, la tradition libérale. La seconde, touche, et cela peut paraître plus étonnant, la tradition marxiste.

...où le libéralisme

Ce que le libéralisme économique va devoir assumer, c'est le prix de cette promotion du désir détaché de toute norme, de cet individu "hors société" et de cette économie découplée du politique et de l'éthique. Ce prix c'est, pour l'essentiel, l'abandon de la recherche du "bien commun", les vices privés étant censés, par le tour de passe-passe de "la main invisible du marché", se transformer en vertus publiques .

Ce que résume bien l'exemple de la drogue qui, d'un point de vue économique, a la même valeur selon qu'elle sert à guérir ou à empoisonner, c'est que l'économie dans sa quête d'autonomie coupe les ponts avec l'univers de la valeur au sens éthique du terme. Dans des sociétés où le poids du religieux, de l'éthique et du politique restera fort, cette amoralisme radical de l'économie moderne ne produira que des effets limités. Mais quand l'économie devient à ce point déterminante que, pour reprendre le concept de Polanyi, ce n'est plus seulement une économie de marché, mais une "société de marché" qui se met en place au point que le politique lui même calque ses valeurs, ses références, ses critères d'efficacité et d'efficience sur ceux de l'économique, alors l'équilibre de l'en-

semble sociétal est gravement menacé : nous passons d'un univers où ce qui a vraiment de la valeur n'a pas de prix, pour rentrer dans un autre, que nous voyons se mettre en place sous nos yeux, où ce qui n'a pas de prix n'a pas réellement de valeur.

.... rejoint le marxisme....

On aurait pu penser que, face à cette approche, une vision alternative aurait pu naître. Or il n'en fut rien car le marxisme, va, sur ce terrain de la représentation de la richesse, partager le même socle culturel que le libéralisme. Les deux grandes idéologies du XIXème et du XXème siècle vont en effet se forger et s'accorder, malgré la violence de leurs conflits sociaux et politiques, sur l'idée que l'essentiel, l'infrastructure, réside désormais dans l'économie, fondatrice, par le travail productif, de toute richesse possible.

... dans le même aveuglement.

On retrouvera, dès lors, dans les deux grandes traditions, les mêmes points aveugles, ceux là mêmes qu'entérineront les systèmes de comptabilités nationales qui naîtront après la seconde guerre mondiale:

- l'impensé écologique, la nature étant traitée comme pur facteur de production, les biens abondants et gratuits que sont l'air, l'eau et la terre n'ayant en eux mêmes aucune valeur ;

- l'impensé éthique, celui du libéralisme pour lequel n'importe quel désir a une valeur économique dès lors qu'il est solvable, celui du marxisme pour lequel il n'y a pas de morale transcendante à l'histoire;

- l'impensé politique, l'Etat se trouvant réduit à être le garant du marché dans la version libérale, l'instrument de la domination de classe dans la version marxiste; il n'y a pas dès lors d'autonomie réelle du politique permettant de construire une vraie pensée de la démocratie : réduite à une dimension minimale dans le libéralisme, elle est dénoncée comme formelle dans le marxisme;

- l'impensé anthropologique, l'homo economicus étant supposé être un calculateur rationnel du marché ou de l'histoire; il n'y a pas de prise en compte sérieuse, dans ces deux grandes représentations, de l'ampleur du fait passionnel et du continent souterrain que dévoilera la psychanalyse.

On conçoit que lorsque l'Europe, confrontée à ses ruines, dut inventer une comptabilité destinée à faciliter sa reconstruction, c'est moins à ces points aveugles écologiques, éthiques et humains qu'elle songea : la tâche prioritaire était de produire en grande quantité des biens agro-alimentaires et industriels. Les systèmes de comptabilité nationaux allaient servir à cela.

3/La comptabilité nationale et la fascination de l'ère industrielle

Le concept de croissance économique

Comme le fait remarquer Jean Gadrey, c'est lorsque l'Etat a pris les rênes de la politique industrielle et de la planification (en France après la Seconde guerre mondiale) que les idées que nous venons d'évoquer se sont muées en outils de mesure, en institutions, en chiffres lancés dans le débat public comme indicateurs du progrès. C'est alors que le concept de croissance économique qui mesure la variation positive du PNB (produit national brut) devient central et en vient à s'identifier pratiquement à la notion de Progrès.

Partons de la définition que donne cet auteur sur la crois-

sance économique : "c'est le taux de progression, d'une période à une autre, des flux de biens produits et/ou consommés dans un espace institutionnel donné : entreprise, branche, espace national, régional ... etc.. " Pour bien fonctionner cette opération suppose que "les transformations de la production portent essentiellement sur les unités, que l'on retrouve les mêmes standards de produits au cours des périodes successives et que des conventions stables existent sur ce qu'il importe de retenir comme type de produits comptabilisés. " Elle porte donc sur des flux, et surtout elle est indépendante de leur qualité, des biens produits ou consommés.

Ce type d'outil, notons le à nouveau, se présente donc toujours comme une convention construite en fonction d'objectifs : avec les physiocrates il fallait valoriser la terre et l'agriculture, avec Malthus, Smith, Say (mais aussi Ricardo et Marx) il s'agit de construire l'autonomie de la science économique naissante et de valoriser l'entrée dans la première révolution industrielle; après la seconde guerre mondiale il s'agit en Europe de favoriser la reconstruction matérielle et de faire entrer pleinement chaque pays dans la seconde révolution industrielle.

On peut comprendre le caractère utile et en partie opératoire de ces définitions dans le contexte de la période "fordiste" caractérisée par une production et une consommation de masse à base principalement matérielle de biens fortement standardisés, bénéficiant d'économies d'échelle, de la mécanisation de l'agriculture, de l'automatisation industrielle.

Mais tout change avec les conséquences de la mutation informationnelle tant en ce qui concerne les produits eux-mêmes (processus de "démassification", variété croissante, innovations qui réduisent les cycles de vie, individualisation des solutions et "sur mesure") que dans le rôle majeur de l'intelligence humaine qui va bouleverser la donne classique de l'ère industrielle.

En outre comme le note Jean Gadrey la prétendue économie du "bien être" était en réalité une économie du "beaucoup avoir" ce qui n'est pas sans conséquences lourdes sur le plan culturel voire civilisationnel.

Un autre thermomètre à manier avec précaution : la productivité

Le problème est redoublé avec l'autre indicateur fétiche de notre modèle de croissance : la productivité qui mesure le temps humain passé à fabriquer un produit. On conçoit que, dans le cas d'une production matérielle, cet indicateur soit intéressant : grâce au tracteur, le paysan mettra moins de temps à labourer son champ; grâce au robot l'automobile sera construite plus rapidement et coûtera moins cher; grâce à l'ordinateur des calculs complexes seront réalisés plus vite etc. Bref la machine à créer toujours plus de biens avec moins de travail humain sera sans cesse alimentée.

Mais qu'arrive-t-il si nous quittons l'univers des biens pour entrer dans celui des "liens" ? Il n'y a de solution en effet au problème du chômage généré par les progrès de productivité que si de nouveaux emplois se créent dans des secteurs où le progrès de productivité ne chasse pas en permanence l'être humain.

On a cru, un temps, le trouver dans l'ensemble du secteur tertiaire qui récupérerait, après l'exode rural, les personnes touchées par "l'exode industriel". Mais la révolution informationnelle a commencé à détruire des millions d'emplois dans les services dits "standardisables" : un distributeur automatique de billet peut remplacer le geste de guichetier et des secteurs économiques entiers comme les ban-

ques et les assurances sont touchés à leur tour par le sous emploi.

Le seul secteur à ne pas être atteint, par nature, c'est celui des services relationnels : si l'essence du service rendu réside dans la relation humaine, remplacer l'humain par une machine devient une absurdité. Un enseignant peut utiliser l'ordinateur pour améliorer sa pédagogie mais il ne peut être remplacé par l'ordinateur car ce dont ses élèves ont avant tout besoin c'est d'être au contact d'un adulte qui les aide à grandir et à apprendre le difficile et passionnant métier d'homme, métier central dont tous les autres, dans l'ordre des savoirs et des savoirs faire, ne sont que des déclinaisons.

C'est ainsi que les principaux pôles de développement de nos économies reposent désormais sur des secteurs comme l'éducation et la santé qui exigent une très forte intervention humaine, en temps consacré comme en qualité relationnelle. Et là le concept de productivité devient carrément contre-productif. Prenons, comme le propose Jean Gadrey, l'exemple des services de santé. L'approche en termes de productivité supposerait que l'on mesure les flux d'actes, de traitements médicaux et chirurgicaux, de patients traités. On voit bien que c'est absurde. Ce qui compte en matière de santé c'est non le nombre de fois où l'on va chez le médecin mais le fait de savoir si l'on est guéri. Or, avec la comptabilisation actuelle, les politiques préventives ont pour effet paradoxal de réduire la croissance.

Il est donc temps de changer de thermomètres

Ainsi nous disposons d'un outil forgé pour favoriser une croissance matérielle de nature industrielle ou agro-alimentaire qui devient globalement inadapté et même en grande partie contre-productif lorsqu'il s'agit d'affronter les trois grands défis de l'avenir que sont l'entrée dans l'ère informationnelle et la révolution du vivant, l'importance devenue vitale des enjeux écologiques et le rôle majeur que jouent désormais les services et singulièrement les services relationnels comme l'éducation, la santé, les activités de proximité dans notre développement. Bref il est temps de changer de thermomètres !

4/ La double face de la monnaie : doux commerce et guerre économique.

De l'évolution de la monnaie

Nous devons d'autant plus nous pencher sur ces curieux thermomètres que leurs graduations, les unités monétaires, changent quotidiennement. On sait en effet que la première des fonctions de la monnaie est d'être une unité de compte : si l'on veut dépasser l'échange sous forme de troc on conçoit qu'il est utile d'adopter, au sein d'une collectivité, une unité de compte unique et de libeller toutes les valeurs en cette unité afin de pouvoir échanger facilement des biens. On retrouve la même nécessité que celle qui a donné naissance à d'autres systèmes de mesure pour échanger du temps (les heures, minutes, secondes etc.) des poids (les kilos et les grammes..) ou, dans le domaine des longueurs, le choix du système métrique plus universel que les systèmes fondés sur la morphologie humaine comme le pied et le pouce. Mais justement : imagine-t-on la pagaïlle qu'introduirait une bourse des kilos et des mètres changeant de valeur quotidiennement !

La monnaie moyen d'échange et étalon

C'est pourtant ce qui se passe avec la monnaie. Comme unité de compte c'est en effet un étalon permettant d'additionner des éléments hétérogènes et c'est grâce à elle que l'échange peut se démultiplier. Mais une vraie unité

de compte ne peut avoir de valeur par elle-même sauf à varier. C'est bien cependant ce que l'on fait en utilisant, comme vecteur monétaire, des biens ayant eux-mêmes de la valeur comme les têtes de bétail ou, pendant une brève période historique, des métaux précieux comme l'or et l'argent. Cette courte période de l'histoire de l'humanité s'est révélée décisive dans la représentation de la monnaie puisque, encore aujourd'hui, on parle "d'argent" alors que le dernier lien qu'une monnaie, le dollar, entretenait encore avec un métal précieux, l'or, a été coupé en 1971 par le président américain de l'époque, Richard Nixon.

Depuis nous vivons à l'heure de la monnaie-information, simple signe transmis électroniquement par virement, carte de crédit ou par chèque. Les billets de banque qui mirent si longtemps à s'imposer, car il était difficile d'avoir confiance en un simple bout de papier, et nos fameuses pièces "sonnantes et trébuchantes" ne représentent plus qu'une toute petite partie (moins de 15%) de la masse monétaire en circulation. Gageons que s'il n'y avait pas d'économie maffieuse, de blanchiment et de valises de billets cette masse serait encore plus réduite. Autant dire que la monnaie n'est pas de l'argent, qu'elle ne l'a, historiquement presque jamais été.

Cela ne nous empêche pas de continuer à parler d'argent, à croire (faut-il dire "dur comme fer"?) que la monnaie a de la valeur en elle-même et à ôter en revanche leur valeur aux humains et à la nature qui sont pourtant, par leur échange transformateur, les seules sources réelles de valeur. On se souvient de l'histoire du roi Midas qui avait fait le vœu de voir tout changer en or. Exaucé, il fut condamné à mourir de faim et de soif puisque toute nourriture et toute boisson, conformément à son souhait, s'était changée en minéral.

Nos sociétés matériellement sur développées mais en voie de grave sous développement éthique et spirituel feraient bien de méditer cette légende. Car à vouloir tout transformer en monnaie, à croire que la monnaie a de la valeur et que la nature et les humains n'en ont pas (ou si peu!), elles s'acheminent vers une fin aussi tragique.

La monnaie réserve de valeur

Cette confusion sur la monnaie, source de valeur, est d'autant plus forte que la monnaie est belle et bien déclarée "réserve de valeur". Qu'entend-on par là exactement ? que la valeur monétaire actuelle sera maintenue si l'échange, au lieu de se produire immédiatement, est différé dans le temps. C'est ce mécanisme de réserve de valeur qui permet l'épargne et l'investissement mais aussi la thésaurisation et la spéculation. On conçoit que cette fonction de réserve de valeur (la troisième après celle d'étalon et celle de moyen d'échange) a joué un rôle de plus en plus décisif avec l'avènement du capitalisme. Le problème c'est que le risque que la monnaie se dévalorise est historiquement beaucoup plus fondé que l'inverse. Les princes, on le sait, se sont spécialisés dans l'art de dévaluer la monnaie afin de payer plus facilement leurs dettes. Il fallait donc, pour que l'on soit sûr que la monnaie garde sa valeur dans le temps, rajouter un mécanisme qui non seulement garantirait sa valeur présente (une sorte de prime d'assurance) mais lui donnerait même une valeur supérieure : c'est ce que l'on appelle le taux d'intérêt qui ne se contente pas de rétribuer le service rendu (le prêt) mais conduit selon l'expression consacrée à ce que "l'argent travaille tout seul". C'est même à cause de cette étonnante propriété, celle de s'auto-crée dans le temps, que le prêt à intérêt fut pendant très longtemps considéré comme le premier des péchés mortels, celui qui condamnait l'usurier à la damnation éternelle sans espoir de ré-

mission. Car c'était attribuer à l'argent un pouvoir sur le temps qui n'appartient qu'à Dieu. Il fallut, comme l'a superbement montré l'historien Jacques Le Goff l'invention du purgatoire pour que les usuriers voient leur avenir dans l'au delà moins noir et que la négociation ici bas pour le financement de l'église s'organise sous de meilleures auspices.

Cohabitation des trois fonctions

Le cumul de ces trois fonctions est, on le conçoit, commode et même profitable, pour ceux qui savent en jouer, mais source d'incompréhension et d'injustice pour ceux qui ne disposent pas de la maîtrise de l'outil monétaire. Car ces trois fonctions sont, en partie, contradictoires.

C'est ainsi que la thésaurisation (réserve de valeur), qui consiste à conserver de la monnaie, s'oppose en partie à l'échange qui exige au contraire une circulation rapide; et la fluctuation de la valeur de la monnaie crée elle-même une instabilité incompatible avec sa fonction d'unité de compte (étalon). Cette incohérence construit une opacité qui transforme la monnaie en outil de domination au bénéfice de ceux qui contrôlent ces trois niveaux mais au détriment de la plupart des citoyens qui n'en comprennent pas les mécanismes.

Prenons l'exemple d'une personne qui critique la monnaie comme objet de spéculation et à qui on va rétorquer qu'elle veut revenir au troc. L'argument est a priori impaire : comme nul ne peut récuser sérieusement la fonction d'unité de compte et l'utilité d'un moyen d'échange, la critique de ce qui constitue en fait la 3ème fonction de la monnaie (réserve de valeur et ses conséquences) va être amalgamée avec la négation des deux premières. C'est ainsi que l'on clôt un débat qui devrait être au cœur de la délibération démocratique. La monnaie est en effet en relation non seulement avec le lien économique, à travers le marché, mais aussi avec le lien politique (c'est l'autorité politique qui la garantit, l'émet, ou autorise qu'elle soit émise par d'autres) et même le lien symbolique comme en témoignent les grandes figures présentes sur les billets et les devises comme "liberté-égalité-fraternité" qui signalent les valeurs fondatrices de la communauté de référence où circule la monnaie.

L'appropriation (ou la ré-appropriation) démocratique de la monnaie est ainsi une exigence de même nature et de même importance que la mise en débat public de nos représentations de la richesse. Il n'y a de légitimité, en démocratie, pour une monnaie, que si elle est fondée sur la citoyenneté. Le droit d'émettre de la monnaie, c'est à dire des droits de tirage sur la richesse collective, appartient à la collectivité démocratique et à ses représentants. De même que la valorisation de certaines richesses plutôt que d'autres résulte de choix et non d'une sorte d'état de nature qu'il suffirait de constater, les conditions dans lesquelles certains acteurs se voient reconnus le droit de créer de la monnaie, pouvoir considérable s'il en est, ne peut être maintenu durablement dans l'opacité.

L'exigence démocratique et le passage à l'Euro

Cette exigence démocratique est d'autant plus nécessaire que nous allons vivre, avec le passage à "l'euro quotidien", une véritable mutation culturelle qui doit, pour réussir, intégrer cette dimension symbolique et politique de la monnaie européenne en l'appuyant sur un espace social et démocratique. Car ce signe étonnant qui cumule trois fonctions partiellement contradictoires est d'abord une langue et comme toute langue elle peut être la meilleure et la pire des choses. Le meilleur, il se situe évidemment dans la facilitation de l'échange et dans le processus de

pacification qui lui est lié. Le mot "payer" en porte la trace puisqu'il vient du latin "pacare", pacifier. C'est dans cette perspective que Montesquieu a développé sa théorie du "doux commerce" comme alternative à la guerre.

Mais, dans le même temps, la monnaie est aussi vecteur de la violence des rapports sociaux, comme l'ont bien montré Michel Aglietta et André Orléan dans leur livre La violence de la monnaie. Loin d'être du côté d'un marché régulé et pacifié, la monnaie est alors vecteur du désir de toute puissance et structure des rapports sociaux où l'absence de monnaie à un pôle génère la misère physique (et parfois psychique) tandis que l'excès de monnaie à l'autre pôle (souvent) la misère morale.

Cette ambivalence de la monnaie, vecteur de paix ou de violence, se manifeste aussi dans l'abstraction qu'elle porte en elle. D'un côté cette abstraction permet son universalisation et facilite l'échange au loin dans l'espace (cas des grandes monnaies convertibles) ou dans le temps (par l'épargne et l'investissement). Mais cette monnaie qui permet l'échange au loin finit aussi par détruire l'échange de proximité.

A quoi sert de pouvoir acheter un produit fabriqué à 10.000 km de chez soi si l'on ne peut échanger avec son voisin qui vit dans la pauvreté? A quoi bon pouvoir mettre de l'argent de côté pour le retrouver dans vingt ans si l'on ne peut assurer la vie des siens le mois suivant? C'est à ce déficit de proximité que se sont attaqués tous les nouveaux mouvements d'échange qui sont nés au cours de ces dernières années et qui témoignent d'une grande créativité sociale.

Qu'il s'agisse des réseaux d'échange réciproques de savoirs, des SEL (systèmes d'échange locaux), des LETS, (local exchange trade system en pays anglophones), des réseaux latino américains de "troc multiréciproque", des banques du temps italiennes ou du système "time dollar" américain, il s'agit toujours, sous des modalités différentes, de retrouver les fonctions pacificatrices de l'échange que les monnaies officielles ont fini par occulter. En proclamant, comme le dit une formule souvent utilisée dans ces différents réseaux d'échange, que le "lien est supérieur au bien" il s'agit aussi de réinsérer l'être humain au cœur de cet échange où il finissait par disparaître dans sa pure fonctionnalité économique de producteur ou de consommateur.

évaluation démocratique et développement humain.

Le chantier, on le constate, est considérable. Nous ne pouvons tirer le meilleur de la mutation informationnelle en cours et de la révolution du vivant qui s'amorce que si nous replaçons l'économie et la monnaie dans une perspective plus ample, à la conjonction des deux oubliés de la modernité, la nature et l'homme lui-même, à travers la perspective de l'écologie humaine.

Ce projet appelle nécessairement un surcroît de qualité démocratique. Car c'est la démocratie qui permet d'agréger des préférences individuelles autrement que par la monnaie grâce à la délibération publique et au vote; c'est elle qui conserve le meilleur de l'individu en le mettant en relation avec autrui pour délibérer du bien commun à travers la construction de la citoyenneté; c'est elle qui permet de penser une éducation du désir de l'enfant pour l'aider à grandir en humain au nom de valeurs civiques tout en respectant sa liberté en formation. La démocratie est ainsi l'espace par excellence où doit s'organiser la délibération sur les valeurs, l'évaluation, qu'une collectivité entend promouvoir en vue de favoriser un développement qui soit à la fois durable et humain.

Mais cette démocratie constitue encore, à bien des égards, un gisement d'intelligence collective en friche, largement sous utilisé, en particulier dans le domaine qui nous occupe ici de la délibération sur la valeur des richesses. C'est donc aussi une "démocratie inachevée" comme le souligne Pierre Rosanvallon, une démocratie à réinventer qui peut mettre en œuvre cette approche de l'évaluation démocratique en la nourrissant de la perspective de l'écologie humaine et des outils de la citoyenneté active.

Dans cette recherche il nous faudra savoir aussi prendre en compte d'autres moyens de choix et d'échange que la monnaie. C'est ainsi que le temps est, avec le vote, un autre moyen de choisir d'actualiser certaines virtualités de vie plutôt que d'autres.

Quant à la monnaie elle-même l'enjeu de son appropriation démocratique est de l'utiliser pleinement dans sa logique pacificatrice et de réduire sa part de violence.

Le projet à construire s'ordonne dès lors autour de la mise en place de ce nouveau paradigme à promouvoir qu'est l'évaluation démocratique des activités humaines dont la comptabilisation monétaire n'est qu'un sous-ensemble. Et cette évaluation est elle-même ordonnée, comme moyen, à une finalité qui est celle d'un développement humain soutenable (ou durable). Quels pourraient en être les acteurs, comment définir leurs alliances, leur stratégie, c'est cette question qu'il nous faut maintenant aborder.

2ème partie : un projet, des acteurs, des objectifs, une méthode

A constater l'ampleur des effets pervers que notre représentation de la richesse et notre utilisation de la monnaie provoque on se demande pourquoi le débat n'est pas plus fécond sur ces questions et pourquoi les pistes novatrices qui ont été ouvertes depuis les années soixante-dix ne sont pas davantage explorées. C'est à ces obstacles qu'il nous faut donc nous intéresser si l'on veut sortir du statu quo. Disons d'emblée qu'ils sont considérables moins par la qualité de leur argumentation théorique que par la combinaison de résistances au changement.

Les acteurs potentiels d'un tel projet

Nous avons évoqué la plus considérable, celle qui vient de la sortie "par le haut" de la modernité et de l'ère industrielle. Mais il en est d'autres, moins nobles mais tout aussi efficaces, qui, dans le jeu contemporain, peuvent s'énoncer autour d'une contradiction assez classique.

Les pièces fixes de l'échiquier

- Ceux qui auraient intérêt à changer, n'en n'ont pas le pouvoir, ni le savoir, ni même d'ailleurs l'idée, leur propre imaginaire étant bloqué par l'intériorisation des catégories dominantes concernant la richesse et la monnaie ; c'est le problème du "monde des perdants" de la société de marché, à commencer par les personnes en situation de pauvreté voire de misère, de précarité, d'exclusion ; mais c'est aussi, on l'a vu, celui de forces sociales, culturelles et politiques, qui ont inscrit leur propre projet alternatif à l'intérieur de l'économisme et qui bornent leur stratégie à simple changement de rapport de forces.

- Ceux qui savent (ou pourraient savoir) et qui ont les moyens d'engager ces changements ne le veulent pas parce qu'ils trouvent avantage, fut-ce pour des raisons contradictoires, à maintenir le statu quo : ce sont au premier chef les membres du "monde des gagnants", ces bénéficiaires financiers et symboliques de la société de marché : il est assez bien illustré par ce que l'on a appelé

ces dernières années "les gens de Davos" : grandes entreprises qui cherchent à construire une gouvernance indépendante des états, grands médias, eux-mêmes possédés par ces entreprises, professionnels qui acquièrent un statut de cléricature dans ce dispositif "éco-ligieux" parmi lesquels nombre d'économistes bien sûr mais aussi beaucoup de professions travaillant dans les secteurs de la techno-science et souhaitant ouvrir la société de marché à de nouvelles frontières à commencer par celles du vivant.

Les pièces mobiles

Entre ces deux catégories d'acteurs il existe, heureusement, quelques pièces mobiles sur l'échiquier qui peuvent jouer un rôle déterminant à condition d'oser sortir d'une vision réductrice de leur rôle :

- c'est le cas de l'ensemble, encore considérable, constitué par l'ensemble des services publics et sociaux : Etat, acteurs de la Protection sociale, collectivités locales, la France restant dans ce domaine l'un des pays où la puissance de cet ensemble lui donne encore des leviers d'action considérables si ses responsables veulent se donner les moyens d'une vraie transformation ;

- un deuxième cercle est constitué de toutes les forces, essentiellement associatives, qui sont structurées, par choix, autour de finalités plus hautes que celles de la "lucrativité" ; qui ne réduisent pas le bénévolat à des activités "non lucratives" mais qui considèrent que la question majeure, pour des individus comme pour des sociétés est celle de l'orientation de leur liberté et de leur volonté.

- le troisième est constitué des acteurs de l'économie sociale et solidaire, cercle recoupant lui-même les deux autres : avec le premier, dans le rapport à des services de l'Etat comme le Secrétariat d'Etat à l'économie solidaire, la Dies, mais aussi plus largement une bonne partie des services couverts par le Ministère de l'emploi et de la solidarité et par ceux de l'aménagement du territoire et de l'environnement ; avec le second pour la partie de la vie associative se situant au sein de l'économie sociale et solidaire.

Une stratégie de changement

Une stratégie de changement aura pour objet de favoriser les conditions de cette "triple alliance" pour refuser la logique des jeux guerriers (gagnants/perdants) et promouvoir des jeux coopératifs (gagnants/gagnants). Pour rester dans l'analogie des grands rassemblements mondiaux ce sont plutôt ceux qui se sont retrouvés à Porto Alegre au Forum social mondial, qu'à Davos au "World economic forum". Il ne s'agit pas, cependant, à travers cette caractérisation stratégique, de sous-estimer l'importance des contradictions complexes (et donc des opportunités) qui traversent l'univers du "monde des gagnants" et d'oublier dans une vision idyllique que l'énergie de la "triple alliance" est en grande partie stérilisée par ses propres rigidités, querelles de territoires, et surtout manque de confiance dans ses propres valeurs.

Une méthode avec trois objectifs de court terme

Trois objectifs doivent être fixés, dès l'année 2001, afin d'avancer dans la voie d'un projet ambitieux qui, par nature, devra être pensé dans le cadre d'une perspective européenne et mondiale.

- Le premier est d'identifier, pour ensuite les capitaliser et les approfondir, l'ensemble des recherches, études, expérimentations qui, permettent d'envisager des avancées significatives sur ces questions.

- Le second vise à cerner la nature des obstacles multiples qui se sont jusqu'ici opposés à ces transformations.

- Le troisième a pour objet de voir comment surmonter ces obstacles et de définir un projet et une stratégie à moyen terme (jusqu'à 2007) et à court terme (l'année 2001).

I - capitaliser les avancées déjà réalisées

Elles sont considérables et permettraient déjà, si la volonté politique était suffisante, de transformer en profondeur la qualité démocratique et les conditions du pilotage de nos sociétés. Mais elles restent éparpillées, peu connues et ont besoin d'un effort important de mise en perspective et de fécondation mutuelles pour que l'on puisse pleinement exploiter leur potentiel. A ce stade nous ne citerons que les principales et les plus récentes (connues du rapporteur) en sachant que la liste est loin d'être exhaustive et que l'un des premiers objectifs de l'année 2001 sera d'en identifier d'autres.

11 - les pistes ouvertes dans le domaine de la représentation de la richesse

De nouveaux indicateurs à l'échelle internationale

Il est important de noter que les plus récentes de ces recherches se situent désormais sur le plan international. Le fait qu'elles soient développées par les Nations Unies ou la Banque Mondiale permettra de ne pas nous enfermer dans un débat stérile sur la difficulté pour la France de s'engager seule dans une stratégie de transformation. Si des initiatives françaises et européennes sont, comme nous le verrons, nécessaires, elles pourront s'appuyer sur des avancées mondiales déjà conséquentes.

Au premier rang d'entre elles nous trouverons donc celles, issues pour partie du cadre théorique du prix Nobel d'économie Amartya Sen, des "indicateurs de développement humain" élaborés par le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Il est également intéressant, même si l'approche est plus discutable, d'évoquer les travaux de la Banque mondiale et certaines tentatives américaines et japonaises autour du projet de "Net National Welfare" inspirées notamment par un autre prix Nobel bien connu aujourd'hui : James Tobin.

Les indicateurs de développement humain

La philosophie générale des "rapports mondiaux sur le développement humain" vise à rétablir le lien entre l'économie et l'éthique à rebours du mouvement historique que nous avons relaté dans la première partie de ce rapport. Ils sont nourris, depuis 1990, par un indicateur composite, l'IDH, indicateur de développement humain. L'introduction du rapport de 1996 situe bien la triple perspective du projet : (*PNUD, Rapport mondial sur le développement humain, 1996.)

- "le développement humain est une fin dont la croissance économique est le moyen";

- "les dernières décennies montrent on ne peut plus clairement qu'il n'existe pas automatiquement de lien entre croissance économique et développement humain";

- "il importe de consacrer davantage d'attention à la qualité de cette croissance afin de s'assurer qu'elle accompagne les objectifs que sont le développement humain, la réduction de la pauvreté, la protection de l'environnement et la viabilité à long terme du développement";

Nous sommes, on le voit, d'emblée sur le terrain d'une

recherche qui place au premier plan les deux richesses fondamentales oubliées par l'économie dominante : les humains et leur environnement naturel. C'est pourquoi, note le rapport, "les biens ne doivent pas être valorisés intrinsèquement, mais considérés comme les instruments de la réalisation de certaines potentialités telles que la santé, la connaissance, l'estime de soi et l'aptitude à participer activement à la vie de la communauté"

Une méthode, trois critères

Les rapports du Pnud proposent une méthode, celle des "indicateurs de développement humain" qui sont construits sur la prise en considération de plusieurs données de base à partir de trois critères essentiels : l'espérance de vie, le niveau d'instruction et le revenu. La valeur de l'indicateur pour chaque domaine est rapporté à un état idéal (pour la période actuelle) : par exemple une durée de vie moyenne de 85 ans. Depuis 1995 trois autres indicateurs ont été élaborés ; l'un porte spécifiquement sur la pauvreté ; les deux autres corrigent l'IDH en fonction de l'inégalité entre sexes : il s'agit de l'indicateur sexospécifique de développement humain et de l'IPF (indicateur de la participation des femmes).

Outre ces indicateurs le rapport dresse un bref bilan du développement de chaque pays dans des domaines comme la santé, le logement, l'éducation, le revenu, la scolarisation des femmes, la mortalité infantile, l'environnement etc ainsi que dans celui de "la sécurité humaine" entendue comme "la soustraction à ces menaces chroniques que sont la faim, la maladie et la répression et d'autre part la protection contre des bouleversements soudains et traumatisants de la vie quotidienne domestique, professionnelle et communautaire" (criminalité, accidents, violence").

Cette approche, pragmatique et facilement reproductible, a l'avantage d'inclure la question méthodologique des indicateurs dans celle, plus générale, de l'évaluation à travers les bilans par domaines. Comme le note Dominique Meda elle ne transforme pas tout en prix ou en comptes de patrimoines géants "mais", ayant posé comme principe le caractère multidimensionnel du développement, (elle) élit un certain nombre de domaines qui lui semblent des composantes essentielles de celui-ci, en déduit des indicateurs somme toute assez simples et s'astreint à les présenter tous ensemble pour donner une autre image, une autre représentation de la société donnée".

La comparaison entre pays

Cet indicateur permet notamment de constater que des pays à haut niveau de protection sociale comme la Suède et la Norvège obtiennent des résultats nettement supérieurs à ceux de pays qui, comme les USA et la Grande Bretagne, sont régulièrement vantés comme des modèles par la pensée dominante. L'indicateur de pauvreté humaine (IPH) confirme cette tendance. Il est calculé de manière différente pour les "pays en développement" (IPH-1) et "les pays industrialisés" (IPH-2). Cette distinction est destinée à mieux faire ressortir les avancées (ou reculs) spécifiques des deux groupes. C'est ainsi par exemple que, pour le premier groupe, l'indicateur de l'espérance de vie prend en compte le pourcentage d'individus risquant de décéder avant 40 ans alors que le critère est de 60 ans dans le second groupe. De même, s'agissant du rapport au savoir, l'indicateur prend en compte le taux d'alphabétisation des adultes pour le premier groupe et le taux d'illettrisme pour le second. Les résultats sont significatifs puisque on constate de fortes variations entre pays qui possèdent par ailleurs un IDH comparable. C'est ainsi que la Suède et le Royaume Uni qui enregistrent des valeurs

d'IDH très proches (0,926 et 0,918 respectivement) ont en revanche un fort écart de pauvreté puisque leur IPH n'est que de 7,6% pour la Suède alors qu'il est de 14,6% pour le royaume Uni .

Capital physique + capital naturel + capital humain

La Banque mondiale, confrontée à l'échec de ses politiques d'ajustement a dû reconnaître l'aggravation des inégalités mondiales et l'apparition de nouveaux phénomènes de pauvreté. Elle a entamé, non sans difficultés ni contradictions, une réorientation au moins partielle de son action qui passe par une mise en cause des indicateurs traditionnels de la croissance. C'est ainsi qu'elle expérimente un nouvel instrument de mesure dont le rapport du Pnud de 1996 fait une présentation à la fois synthétique et critique : il s'agit , au lieu de considérer le seul capital "physique", c'est à dire les actifs productifs des pays d'y ajouter "le capital naturel" et le "capital humain". Avec cette méthode le capital physique ne représente plus que 16% de l'ensemble, le capital naturel 20% et le capital humain 64%. Le changement de représentation est, on le voit, spectaculaire. Il s'appuie sur des travaux sur "le capital social" * qui redonnent au facteur humain et aux relations sociales une place décisive. Certes, on peut discuter, comme le fait le rapport du Pnud " une assimilation du bien être de la population à la valeur monétaire de son capital" ce qui risque de "constituer la même erreur qu'une assimilation du revenu au développement humain". Mais si la tentative mérite discussion elle a l'avantage de mettre l'accent sur la sous estimation considérable de ces "richesses premières" que sont les richesses écologiques et anthropologiques. C'est dans cette perspective également que se placent les recherches, initiées dans les années soixante dix, d'un indicateur de "bien être", le "Net national Welfare".

un indicateur de bien-être

Cette tentative a été initiée par James Tobin (l'auteur du célèbre projet de taxe sur les transactions financières) . Leur tentative est proche de celle d'une équipe japonaise .

Dans les deux approches le "Net National Welfare" s'obtient à partir du produit national en lui retranchant des facteurs liées à des dépenses visant à réparer les dommages infligés par la croissance elle même et qui n'augmentent pas le bien être ; c'est le cas, selon les auteurs d' une partie importante des dépenses de police, de justice et d'administration générale, des dégradations dues à la pollution non compensées par ailleurs et des nuisances dues à l'urbanisation telles que les dépenses dues à l'allongement des distances domicile-travail ou aux dommages résultant d'accidents de la circulation. Ces postes "soustraits" sont valorisés soit à des taux d'intérêt soit à des taux de salaires moyens.

Sont ajoutés en revanche la consommation publique, les services rendus par les équipements collectifs (écoles, équipements sanitaires et sociaux, jardins publics); les services rendus par les biens domestiques, les loisirs; le travail "de la ménagère" dans son foyer.

L'indicateur écologique : le coût environnemental

Plusieurs recherches internationales se sont centrées sur l'autre grand oublié de la richesse, cet "oikos-logos", l'écologie, qui, en toute logique devrait encadrer l'"oikos-nomos", l'économie . N'est il pas évident en effet, comme nous l'indique l'étymologie, de constater que la loi de la "grande maison", celle de notre terre et de notre biosphère, conditionne celles de nos "petites maisons". Aucune économie humaine ne serait possible par exemple sur une planète dont l'air serait devenu irrespirable, l'eau

imbuvable, la terre empoisonnée.

L'ONU a ainsi élaboré un "system of integrated environmental and economic accounting" qui prend en compte, sous forme monétaire, l'impact du développement des activités économiques sur l'environnement. Un "coût environnemental" est employé pour trois types d'utilisation : l'épuisement des actifs naturels, l'usage du sol et du paysage, l'utilisation de l'environnement pour l'utilisation des déchets. Le "Pib vert" s'obtient ainsi par déduction du coût lié à l'utilisation de ce capital environnemental.

La recherche pourrait aussi servir, sur le plan méthodologique, à permettre de déduire également les destructions de capital "social" incluant les coûts de la santé et les coûts sociaux

"La valeur de la terre"

Signalons enfin la tentative très ambitieuse, même si elle est discutable et discutée, d'une équipe américaine de calculer "la valeur de la Terre" en évaluant les prix des "services" rendus par les différents écosystèmes du globe, depuis la régulation du climat jusqu'à la production alimentaire en passant par la valeur esthétique. On conçoit que ces travaux restent très contestés en particulier sur le troisième point : peut on calculer une valeur esthétique?

En revanche les deux premiers renvoient à des besoins vitaux sur lesquels un accord pourrait plus facilement s'opérer .

D'autres tentatives d'institutions publiques méritent un examen approfondi au cours de l'année à venir. Elles émanent de l'Europe, en particulier des travaux de la cellule de prospective et du groupe de travail sur la gouvernance de la Commission Européenne qui travaillent sur ces questions. La France, qui avait contribué à ouvrir ce chantier grâce notamment aux propositions de Jacques Delors dans les années soixante dix sur les "indicateurs sociaux", semble aujourd'hui moins innovatrice sauf dans le domaine des indicateurs écologiques. Nous avons donc tout intérêt à nourrir cette recherche de travaux internationaux et c'est la raison pour laquelle je suggère la création d'un séminaire international régulier sur ces questions devant déboucher, d'ici la fin de l'année sur une rencontre internationale dont la France pourrait prendre l'initiative en lien avec le programme des Nations unies pour le développement dont nous avons noté l'importance et avec ses partenaires européens (cf synthèse des propositions). En outre la simple application de la méthodologie des indicateurs humains aux pays européens pourrait s'avérer très féconde. Alors qu'une centaine de pays élaborent aujourd'hui un "rapport national sur le développement humain" ce n'est le cas d'aucun des pays développés. Pourquoi la France n'en prendrait-elle pas l'initiative? Pourquoi ne pas proposer au Parlement et à la Commission européenne d'élaborer un rapport européen sur les indicateurs de développement humain. Cette tâche, parfaitement réalisable au cours des prochaines années, donnerait aux citoyens, à leurs représentants et à leurs gouvernants des outils permettant d'améliorer de manière sensible la conception, la délibération, le pilotage et l'évaluation des politiques publiques . Couplée avec une initiative spécifique concernant l'élaboration d'indicateurs de destruction elle permettrait en outre d'envisager une activation massive de dépenses de réparation vers le soutien à une économie de la prévention et du recyclage .

Identifier les indicateurs de destruction

Les difficultés et les débats, concernant les approches que nous venons d'évoquer sont, on l'imagine, importants.

Nous le verrons lorsque nous aborderons les obstacles et les objections à ces tentatives. Mais nous pouvons déjà noter l'existence de convergences sur plusieurs points majeurs :

- on ne peut continuer indéfiniment à occulter la valeur de biens écologiques vitaux sous prétexte qu'étant abondants et gratuits ils n'auraient pas de valeur économique. Leur destruction, ou leur pollution, fait apparaître au contraire leur valeur comme le négatif d'une photo.

- on ne peut de même réduire les humains au statut de simple facteur de production (ou de consommation) et comptabiliser comme des charges des dépenses éducatives, sanitaires ou sociales qui améliorent leur qualité de vie et leurs capacités créatrices. A l'heure où la mutation informationnelle fait de la "matière grise", la nouvelle matière première de la richesse on ne peut oublier que l'intelligence humaine n'est pas dissociable de la santé mentale et corporelle des individus comme des collectivités.

C'est parce que ces problèmes sont incontournables que, même dans nos systèmes de comptabilité nationale actuels, des efforts ont été entamés pour mieux cerner des comptes liés à la protection sociale ou à l'environnement. On les appelle "les comptes satellites" et leur existence témoigne déjà du caractère réducteur du cœur de la comptabilité nationale proprement dite. Mais le terme "satellite" indique aussi la direction restrictive de la recherche. Il en est de même des approches concernant les comptes de patrimoine dont nous reparlerons plus loin. Dans tous les cas on retrouve la nécessité d'identifier, au sein des comptabilités, les facteurs de destruction, afin de cesser de les compter positivement. C'est la logique des "indicateurs de destruction" sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir et de faire une proposition importante d'expérimentation.

les initiatives de la société civile

La recherche publique aura également tout intérêt à se nourrir de la floraison des initiatives qui ont été prises, au sein de la société civile, par des associations ou des entreprises, notamment dans le secteur de l'économie sociale et solidaire. Leur caractéristique principale est en effet de réintégrer des facteurs écologiques et humains occultés par les indicateurs classiques et d'en faire des outils opérationnels pour le pilotage de l'action. Le bilan social fut l'un des outils précurseurs dans ces tentatives et son institutionnalisation permet notamment à des agences de notation comme l'ARESE* de développer des grilles d'évaluation et de notation des entreprises en prenant en compte des critères sociaux et en les étendant à des critères de respect de l'environnement. Le projet de "bilan sociétal" initié au sein de l'économie sociale par le CJDES est plus ambitieux encore puisqu'il ajoute à ces critères écologiques et sociaux des éléments d'enquête et d'évaluation civiques et sociétaux en donnant au concept de "responsabilité sociale de l'entreprise" son sens le plus exigeant. Toutes ces recherches de l'audit social à l'audit environnemental, de la création de nouveaux indicateurs à l'élaboration de systèmes de garantie et de crédits nourris de ces critères écologiques, civiques et sociaux devront faire l'objet, au cours de l'année 2001 d'un travail de recension et de synthèse afin de dégager les tendances communes, de repérer les différences ou les désaccords et d'opérer de nouvelles avancées théoriques et méthodologiques. Cette même créativité devra être analysée dans l'étude des nouveaux systèmes d'échange et des monnaies.

12) les pistes ouvertes dans le domaine de l'échange et de la monnaie

Une autre forme de monnaie : le temps

Même si les monnaies officielles ne souffrent aucune comparaison quant à leur importance avec les systèmes d'échange de proximité nés au cours de ces dernières années dans le monde entier, il est utile conceptuellement de regrouper sous une même rubrique ces différents aspects. La monnaie est en effet un sous ensemble des systèmes d'échange et non l'inverse. Par exemple le système d'échange, de loin le plus universel et le plus fondamental entre les êtres humains est celui du temps. Il remplit autant et souvent mieux que la "monnaie de marché" le rôle d'unité de compte et de moyen d'échange car il dispose d'unités (heures, minutes, secondes etc.) qui ont l'avantage d'être universellement reconnues et invariables). même la fonction de réserve de valeur est remplie par le temps puisque l'agenda est l'outil par excellence d'inscription des "promesses de temps" pour le futur.

L'échange d'idées et de commerce

D'autres systèmes d'échange jouent un rôle considérable même s'ils sont moins simples méthodologiquement que celui du temps. L'échange d'idées et de connaissances en constitue un bon exemple et c'est sur cette hypothèse que des initiatives comme les "réseaux d'échange réciproques de savoirs" ont construit leur mouvement. Les langues sont évidemment un moyen d'échange capital, gratuits comme le temps mais complexes, ambivalents et variables comme les monnaies, non seulement parce qu'elles sont multiples mais aussi parce que les mêmes mots peuvent être chargés de malentendus et provoquer aussi bien la confiance que la défiance.

Ce que l'on appelle communément l'argent, et qui correspond à la "monnaie de marché", pour la distinguer d'autres formes d'échange, est donc un cas particulier de l'organisation de l'échange et singulièrement de l'échange de temps, dans tous les cas, désormais nettement majoritaires, où l'échange d'argent renvoie à des échanges de services plus qu'à des échanges d'objets. Il serait, en ce sens, beaucoup plus judicieux de dire que "l'argent, c'est du temps" plutôt que "le temps c'est de l'argent". Cette vérité empirique qui renvoie au fait que la monnaie de marché n'est toujours en définitive qu'une certaine manière de vivre intensément ou pauvrement la relation à soi-même, à la nature et à autrui, est aussi une piste théorique pour définir ce qu'on appelle "valeur". Pour l'espèce humaine on peut en effet avancer l'hypothèse que ce qui constitue en définitive la hiérarchie des valeurs de vie, c'est la conscience de la mort.

La mort fondement de toute valeur

"Vis comme en mourant tu aimerais avoir vécu" : cette phrase de Confucius, vieille de 2500 ans, est toujours aussi actuelle. La mort nous oblige en effet à hiérarchiser l'essentiel de l'accessoire. Qui, sur son lit de mort préférerait gagner un milliard plutôt que de se réconcilier avec une personne chère ? Face à la mort les valeurs fondamentales relèvent du sens et de la reconnaissance beaucoup plus que du pouvoir et de la richesse qui ne sont que des passions médiatrices. Comme le dit avec force Marie de Hennezel dans son livre "la mort intime" qui retrace son expérience de soins palliatifs "ce sont souvent les mourants qui nous apprennent à vivre". La perception de la finitude et de la vulnérabilité est au fondement de toute valeur.

Valeur = rareté ?

C'est cette intuition qui a conduit à définir la valeur, au sens économique du terme, par la rareté. Mais cette intuition devient fausse lorsqu'elle en vient à dénier toute va-

leur à des biens certes non rares mais dont la perte serait irréparable : l'air et l'eau sont (souvent) abondants et gratuits (de moins en moins pour l'eau!) mais leur disparition condamnerait l'espèce humaine à sa perte.

La liberté d'une nation a une valeur économique nulle mais sa mise en esclavage paraît à ce point intolérable que ses citoyens seraient prêts à donner leur vie pour défendre cette valeur ; nos proches nous aiment "gratuitement" mais cette gratuité vaut infiniment plus que les biens matériels les plus chers que nous possédons etc. Bref, de même que la monnaie est un sous ensemble de systèmes d'échange plus vastes comme le temps, la valeur marchande est un sous ensemble d'un système de valeurs plus élevées dont il suffit de simuler la perte pour découvrir l'importance. Et c'est précisément la fonction des liens politiques, affectifs et symboliques que d'organiser l'échange de ces valeurs fondamentales que le marché ne peut assumer.

Rôle pacificateur ou vecteur de violence de la monnaie

Cette double radicalité de l'échange et de la valeur nous permet de comprendre pourquoi la monnaie remplit sa fonction positive de "pacification" quand elle facilite l'échange entre des partenaires ou des concurrents, au sens étymologique du terme qui suppose de "courir ensemble", ce qui permet l'émulation entre coureurs mais n'autorise pas leur élimination. En revanche la monnaie devient vecteur de violence quand, cessant d'être le moyen d'échange d'un marché régulé, elle devient vecteur de domination d'un capitalisme qui relève de la volonté de puissance beaucoup plus que du désir d'échange. Ce passage est difficile à discerner car il s'agit de la même monnaie et souvent des mêmes mots, le terme de concurrence (ou même de compétition) quittant insensiblement le terrain de la désignation d'une émulation dans des jeux coopératifs pour suggérer une "lutte pour la vie" où l'on ne peut gagner qu'en éliminant des perdants.

Quand la monnaie ne joue plus son rôle

C'est exactement ce qui se passe quand les fonctions premières de la monnaie, celles là même pour laquelle elle a été créée et que l'on pourrait qualifier de fonctions de proximité dans l'espace et le temps ne sont plus remplies. Lorsque le bénéfice de l'abstraction et de l'universalisation que permet par exemple la convertibilité d'une monnaie en vue de l'échange "au loin" dans l'espace ou le temps s'accompagne de la perte, pour une partie des citoyens, de la fonction de proximité par manque de monnaie nous sommes alors en présence d'un dysfonctionnement majeur. Comme le soulignait déjà Jacques Duboin* rien n'est plus absurde qu'une situation où il existe un désir de produire et d'échanger, des humains pour le faire, des matériaux et des techniques pour le réaliser et que tout cela soit rendu impossible par l'absence de crédit. C'est alors qu'il devient nécessaire, les monnaies officielles ne remplissant plus leur fonction de pallier à leur déficit et de recréer des moyens d'échange, voire de crédit de proximité.

La plupart des novations de ces dernières années se regroupent ainsi dans deux catégories:

- des formes d'échange non monétaires comme les réseaux d'échanges de savoirs, les banques du temps ou les systèmes de crédit temps américain appelé time dollar ; ces formes d'échange auraient vocation à exister même dans le cas où les monnaies officielles rempliraient pleinement leur fonction de proximité;
- des formes d'échange quasi-monétaires qui naissent en réponse à des fonctions défaillantes de la monnaie classi-

que; c'est ainsi que les LETS (local exchange trade system) sont nés aux Etats Unis et en Grande Bretagne en grande partie pour pallier les effets de pauvreté entraînés par les politiques conservatrices; de même les systèmes de "troc multiréciproque" initiés en Argentine et qui s'étendent en Amérique latine répondent directement à un déficit des services publics et sociaux et au déséquilibre entre l'insuffisance de monnaie à la base (les pauvres) doublé d'un excès au sommet (les riches).

Entre ces deux catégories on trouvera souvent des systèmes d'échanges qui cumulent les deux fonctions; par exemple nombre de Sel répondent autant à un désir de lien social qu'à la nécessité de se substituer à une insuffisance monétaire.

On comprend que la nature de l'encadrement juridique et fiscal de ces activités dépend de l'analyse précédente. La quasi totalité des systèmes d'échange, construits dans une optique de solidarité n'ont d'ailleurs aucune objection de principe à participer à une "contribution publique" élargie. Ils souhaitent seulement que cette contribution puisse prendre éventuellement d'autres formes que monétaire puisque c'est précisément souvent le déficit de monnaie qui est à l'origine de leur création.

les monnaies affectées

Il nous faut maintenant insister sur une forme particulièrement importante d'usage de la monnaie que l'on qualifie de "monnaies dédiées ou affectées". Elles regroupent la totalité des moyens de paiement ou d'échange affectés à des usages spécifiques. C'est le cas de ces moyens quotidiens que sont les titres de transport, les chèques ou ticket de restauration, de vacances, les titres emplois services, les cartes de téléphone etc. Ces monnaies dédiées ont aussi le plus souvent pour caractéristique d'avoir une durée d'usage limitée et ne sont donc pas objets de théaurisation ou de spéculation.

Outil puissant né, en grande partie, au cœur de l'économie sociale autour du chèque déjeuner, la monnaie affectée est utilisée de plus en plus par les entreprises qui cherchent à fidéliser leurs clients en leur offrant des moyens de paiement supplémentaires uniquement dans leurs magasins ou pour leurs services. Dans la perspective des alliances que nous évoquions entre les pouvoirs publics et l'économie sociale et solidaire, la monnaie affectée peut jouer un rôle considérable puisqu'elle peut constituer un vecteur majeur de corrections d'inégalités, de lutte contre l'exclusion, d'incitation à développer des activités ou des services choisis par la communauté démocratique.

Le couplage démocratie – monnaie

Il serait en effet utile, dans une perspective de réappropriation démocratique de la monnaie, de faire porter, dans la lignée des expériences de "budget participatif"*, une partie du débat civique sur la quantité et la nature des droits de tirage en monnaie affectée qui seraient décidés au moment des votes. Il est essentiel, si l'on veut rétablir le lien entre contribution publique et citoyenneté, (cf l'article 14 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen) de développer des méthodes et des outils qui donnent au citoyen une compréhension et un pouvoir plus direct quant à l'affectation de l'argent public. La mission pourrait avoir pour objet au cours de l'année 2001 d'examiner particulièrement ces possibilités de couplage entre démocratie et monnaie. Il s'agirait notamment de l'expérimentation d'une carte à puce qui pourrait être à la fois une carte civique, une carte de paiement classique (incluant un porte monnaie électronique) et une carte disposant de

droits de tirage en monnaie affectés à des usages, des territoires, des services spécifiques. On rechercherait ainsi un effet de simplification permettant d'éviter la multiplication des supports de type chèques, bons ou cartes puisque ces droits de tirage seraient inscrits sur une même puce. De plus une telle approche éviterait les effets de "stigmatisation" bien connus des travailleurs sociaux qui font que l'emploi de certains types de monnaies affectées manifestent aux yeux d'autrui la situation de pauvreté ou de handicap de telle ou telle personne. Ce fut longtemps le cas avec les "bons alimentaires" par exemple.

Dans la mesure où les supports de type carte à puce seront de plus en plus généralisés, n'importe quel citoyen pourrait ainsi disposer de droits en monnaie affectée sans qu'ils soient connus d'autrui. Ce qui serait connu, du fait de la délibération démocratique conduisant à cette affectation ce seraient des catégories de bénéficiaires et non des personnes.

le défi de "la monnaie électronique"

Ce projet s'inscrit dans la perspective d'une réponse globale des pouvoirs publics et de l'économie sociale et solidaire à ce que l'on appelle souvent le défi de "la monnaie électronique" ou ce qu'il serait plus juste d'appeler les supports électroniques de la monnaie. Internet constitue en effet désormais un territoire d'échange considérable et nombre d'entreprises ont déjà entrepris de créer des moyens de paiement électroniques non seulement en monnaie officielle (avec la carte de crédit) mais aussi en quasi-monnaies permettant, grâce à un système de points, de bénéficier d'avantages dès lors que l'on parcourt les sites des entreprises concernées. C'est ainsi que de véritables coalitions se sont développées telles celle qui est à l'origine du système "beenz", suffisamment puissante pour passer un accord avec le groupe international Eurocard-Mastercard. On sait que Microsoft avait cherché à créer une monnaie qui aurait été en usage dans le vaste continent immatériel que sa position de monopole ou de domination lui a permis d'acquérir dans l'univers des systèmes d'exploitation et des logiciels. L'administration américaine s'y est finalement opposé et le projet n'a pas vu le jour; mais il est clair que nous sommes en présence d'une tendance lourde et que les pouvoirs publics doivent, à l'échelle internationale, se doter d'une véritable stratégie de régulation mondiale s'ils veulent éviter que les moyens électroniques de paiement échappent à tout contrôle démocratique.

En attendant il serait inacceptable de voir des acteurs, qui disposent déjà d'une surpuissance monétaire, bénéficier de ces supports alors que ceux qui en manquent se verraient privés des opportunités d'échange et de paiement qu'offrent ces nouveaux vecteurs. L'une des pistes les plus fécondes dans cette direction qui pourrait donner lieu à une expérimentation est celle du projet d'une monnaie électronique solidaire (dénommée sol) qui pourrait circuler sur Internet et permettre l'accès à des produits ou à des services de commerce équitable, d'économie sociale et solidaire, de services publics et sociaux dans des conditions régulées par les pouvoirs publics?

II/ les obstacles au changement

21) des questions taboues exclues du débat démocratique

Les recherches, propositions, expérimentations que l'on vient d'évoquer, tant dans le domaine des indicateurs de richesse que dans celui des systèmes d'échange et des monnaies se heurtent, ce qui n'est guère étonnant, à des obstacles considérables qui méritent d'être examinés afin

de voir comment les surmonter.

Le premier de ces obstacles tient à l'opacité de ces deux processus décisifs que sont la définition de la richesse et l'émission, la répartition, la circulation de la monnaie. Le propre des systèmes de domination est de présenter comme des évidences ce qui relève de constructions et de choix. On finit par adopter comme une loi naturelle l'idée que ce sont les entreprises qui produisent de la richesse tandis que les services publics et sociaux la prélèvent; que des activités à l'évidence destructrices donnent droit à gagner de l'argent tandis que d'autres, vitales pour la collectivité humaine comme donner la vie, éduquer, préserver l'environnement, ne le permettent pas; que certains puissent disposer de quantités considérables de monnaies sans rapport avec leur effort ou leur mérite tandis que d'autres se retrouvent, au cœur de l'abondance, dans des situations de misère ou de grande pauvreté. La liste serait longue de toutes ces "évidences" qui ne sont que l'effet de constructions ou de choix opérés sans réel débat démocratique. C'est pour répondre à cette première et considérable difficulté qu'il est essentiel de réouvrir un débat public sur nos modes de représentation et de circulation de la richesse pour redonner aux citoyens compréhension et maîtrise sur ces choix majeurs en renouvelant les procédures de participation, de délibération et de représentation sur ces questions. La création, à terme, d'un office parlementaire en lien avec la Mission de contrôle et d'évaluation, s'inscrirait dans cette perspective.

Ce processus de ré-appropriation démocratique se heurte lui-même à une difficulté que l'on peut énoncer brutalement de la manière suivante : en redonnant un réel pouvoir au politique quant à la détermination de la richesse et à la monnaie ne risque-t-on pas de favoriser l'arbitraire et la corruption?

22) des risques d'arbitraire, de manipulation, de corruption ?

Ce risque d'arbitraire est, en permanence, l'argument le plus fort opposé à toutes les tentatives pour modifier les indicateurs de richesse. On le retrouve par exemple exprimé par un de nos comptables nationaux Oleg Arkhipoff en 1976 dans un article intitulé : "peut-on mesurer le bien-être national? " qui prenait pour cible les recherches sur le "net national welfare" que nous avons évoquées. Ainsi écrit-il : "ce qui inquiète au premier chef, de façon immédiate, c'est le sentiment profond et invincible d'arbitraire qu'on éprouve devant les méthodes d'évaluation et de délimitation du contenu de ce qui est censé mesurer un certain bien-être...On retrouve la même objection à propos des indicateurs du Pnud sous la plume d'un ancien directeur du département économique de la Banque mondiale, J Baneth, (cf le numéro de mai 1998 de Futuribles sous le titre "les indicateurs synthétiques de développement"). Pour lui le désavantage de ces indicateurs est de "cacher les choix du présentateur".

Dans le cas de la monnaie la crainte est de voir le politique procéder, comme ce fut l'une de ses tentations historiques favorites, à des manipulations de la valeur de la monnaie pour servir ses propres intérêts créant ainsi des risques de corruption et, au minimum, d'instabilité monétaire.

Que répondre?

Que répondre à ce type de critique ? D'abord que le risque d'arbitraire n'est réel que si, pour reprendre l'expression de J Baneth, "les choix du présentateur restent cachés". Confier à des experts le soin de confectionner en chambre de nouveaux indicateurs de richesse sans débat

public sur les finalités et les critères qui leur donnent sens et légitimité ne serait en effet pas recevable et c'est pourquoi toutes les propositions de ce rapport s'inscrivent dans le fil rouge de l'évaluation démocratique. Ensuite que l'on peut parfaitement faire cette objection à nos indicateurs actuels : conçus pour valoriser certaines activités au détriment d'autres ils n'ont jamais réellement fait l'objet d'un débat démocratique alors qu'ils influencent en profondeur la vie quotidienne de tous les citoyens.

Un problème de même nature pour la monnaie

S'agissant de la monnaie nous retrouvons un problème de même nature. Les formes monétaires actuelles n'expriment en rien une sorte d'état de nature selon lequel mettre un enfant au monde n'aurait pas de valeur économique mais acquérir un poison pour tuer en aurait (cf la définition de l'utilité par Walras donnée ci dessus). La monnaie véhicule et multiplie les choix qui ont été faits par des techniciens et validés par des gouvernants sans réel débat démocratique. Nous n'avons donc pas à choisir entre des outils "neutres" que seraient aujourd'hui notre PIB et notre forme monétaire et des outils "orientés" : les risques d'arbitraire, de manipulation et de corruption nous les constatons dès aujourd'hui.

23) le problème de "la tentation du bien"

Une objection plus fondamentale est faite à tout rétablissement d'un lien entre économie et éthique et pas seulement entre économie et politique. Cette objection c'est celle de la "tentation du bien" exprimée par la formule populaire : "l'enfer est pavé de bonnes intentions". Les plus lucides sont en effet prêts à admettre l'ampleur des coûts humains et écologiques de notre modèle productiviste marchand mais restent persuadés que le primat d'une économie "amoralisée" est un moindre mal par rapport au risque totalitaire de toute "politique du bien et du bonheur". L'un des meilleurs théoriciens à avoir mis en évidence cette logique du moindre mal est Albert Hirschmann dans son livre "Passions et Intérêts". Il y montre que l'intérêt, loin d'être l'expression d'un fait naturel est un construit social et culturel destiné à socialiser les passions humaines. Constatant que, de toutes les passions, la richesse est au total la moins dangereuse car elle porte sur des objets là où les autres passions (comme le pouvoir) mettent en jeu de la domination entre humains, la création de l'intérêt a pour effet de rendre cette passion mesurable et prévisible car sujette au calcul rationnel de ses coûts et avantages.

Cette objection est en effet fondamentale car elle appelle à une réelle vigilance à l'égard de la contre-productivité toujours possible de projets généreux mais elle ne saurait épuiser la question.. En effet, comme l'ont montré sous des formes différentes Fernand Braudel et Karl Polanyi il y a une profonde différence entre marché et capitalisme ou entre économie de marché et société de marché. Et cette différence tient justement au fait que le cœur de la logique passionnelle à l'œuvre au sein du capitalisme relève beaucoup plus de la puissance entendue comme goût de la domination que de la simple possession d'objets ou de monnaie.

Une logique de guerre économique

C'est pourquoi, loin que le règne de l'économie marchande s'accompagne de la généralisation du "doux commerce", nous constatons qu'elle s'inscrit au contraire dans une logique de guerre économique qui condamne à l'exclusion, à la misère et souvent à la mort les perdants de ce jeu dangereux. Et la preuve que nous sommes bien dans l'ordre passionnel et non dans celui des besoins et

de la rationalité c'est que cette guerre que l'on nous présente comme liée à des logiques de rareté et de survie se situe dans un contexte où les besoins fondamentaux des six milliards d'êtres humains pourraient être satisfaits avec un minimum de rationalité dans l'organisation des ressources. Un chiffre donné par le PNUD résume à lui seul le problème : les dépenses mondiales annuelles de publicité représentent dix fois le montant des sommes qui seraient nécessaires pour éradiquer la faim, permettre l'accès à l'eau potable pour tous les humains, les loger décemment, combattre les grandes épidémies.

Ce rapport de un à dix, il signe la maladie du mal être des sociétés matériellement riches mais à ce point déprimées, comme l'avait annoncé Keynes, qu'elles ont en permanence recours à l'excitation du dopage sous toutes ses formes y compris monétaires pour compenser leur mal être. Quand selon une étude récente du bureau international du travail on arrive à chiffrer les coûts générés par le stress à 3% du PIB des pays développés on mesure la gravité de ce mal de vivre.

Quand la corruption privée dégénère en corruption publique

Cessons donc de croire qu'il suffirait pour éviter l'enfer pavé de bonnes intentions d'en avoir de mauvaises! L'utopie du capitalisme consiste à croire que, grâce à la main invisible du marché, les vices privés se transformeront en vertus publiques : la réalité nous administre en permanence la preuve du contraire : la corruption privée dégénère en corruption publique, la "lucrativité" élevée au rang de fin dans l'économie finit par contaminer les autres formes de lien social.

Ainsi nous n'échapperons pas plus à la question éthique qu'à la question politique. Mais la qualité de démocratie est en effet une condition nécessaire pour éviter que l'on accepte la forme de despotisme opaque de la société de marché comme un moindre mal par rapport aux dérives totalitaires du politique.

24) les objections pratiques

Les objections pratiques qui sont opposées à une transformation profonde de nos systèmes comptables sont souvent évoquées. C'est ainsi qu'Oleg Arkhipoff, s'inquiète d'un nombre considérable d'éléments entièrement nouveaux (qui) va se trouver porté à l'attention des théoriciens du bien être. Une telle avalanche de statistiques nouvelles existantes ou à créer, se présentant souvent en vrac, ne laisse pas d'inquiéter fortement les comptables nationaux. Car, pensent ces derniers, il faudra bien un jour ou l'autre intégrer tout cela dans une comptabilité nationale démesurément élargie, et on peut redouter de voir complètement dénaturer un cadre qu'on peut déjà qualifier de classique, parce que parvenu à une certaine perfection".

Notre entreprise prendra du temps

Nous retrouvons ici un argument classique déjà repéré chez Malthus qui consiste à conserver des thermomètres, même s'ils sont faux, parce qu'ils ont l'avantage d'exister et que leur fabrication est plus simple. Il est parfaitement exact, nous l'avons dit d'entrée de jeu, que le fait de s'engager dans une refonte à terme de nos indicateurs de richesse constitue une entreprise ambitieuse et de longue haleine. Mais nous nous trouvons confrontés à une situation de nécessité croissante au moins aussi impérieuse que celle qui a conduit les sociétés industrielles à se doter des outils de nos actuelles comptabilités nationales. Dès lors que l'on prend au sérieux les défis de la mutation informationnelle, de la révolution du vivant, de la part crois-

sante des facteurs humains et écologiques dans la production et la distribution de la richesse on ne peut faire machine arrière au motif que cette entreprise prendra du temps.

Commençons sans attendre

En outre, il est possible sans attendre, et avec des moyens relativement modestes, d'engager des travaux comme la rédaction d'un rapport national sur le développement humain et de proposer à nos partenaires européens d'en faire autant. La méthodologie existe, les statistiques existent puisqu'elles portent sur des données relativement simples comme l'espérance de vie, les taux d'illettrisme, les niveaux de pauvreté, l'inégalité des rapports hommes-femmes. Quand on voit les moyens considérables, financiers et humains que nos sociétés ont pu mobiliser pour éviter le fantomatique bug de l'an 2000, les milliards de dollars qui "partent en fumée" selon l'expression consacrée du fait de ce qu'Alan Greenspan, le président de la FED américaine nomme "l'exubérance irrationnelle des marchés" on ne nous fera pas croire que nos sociétés n'ont pas les moyens de se doter d'outils d'évaluation plus adaptés aux problèmes de l'avenir qu'à ceux du passé.

Simplement il nous faut effectivement accepter que nous ne sommes pas seulement confrontés à des problèmes techniques dont on peut confier la résolution à quelques groupes d'experts. Nos propositions doivent s'inscrire volontairement dans un calendrier à moyen terme même si elles privilégient l'opportunité que représente cette année 2001, année du centenaire des associations, année internationale du volontariat et prélude, dans notre pays aux grandes échéances démocratiques de l'année 2002.

Troisième partie: Propositions, pistes de recherche et d'expérimentations

1) mise en débat public de ces questions

- publication du rapport d'étape sur Internet afin de créer les conditions d'un "rapport interactif" pour la suite de la mission
- publication écrite sous forme d'une brochure peu chère;
- traduction en anglais, espagnol, voire portugais pour créer les conditions d'un débat international sur ces questions (notamment sur Internet)
- réalisation d'une vidéo et d'un CD Rom mettant en évidence de manière pédagogique le thème "des thermomètres qui rendent malades" et faisant le point des pistes intéressantes pour en changer (en particulier les indicateurs de développement humain);
- proposition à la "commission du débat public" de porter ce débat;
- lancement d'un concours d'idées et de mots sur la meilleure manière de redonner leur sens à des mots comme richesse, valeur, utilité etc. afin de conduire l'économie à réinscrire ces mêmes concepts dans ceux du sens commun ou à en choisir d'autres pour éviter la confusion

2) lancement d'un séminaire préparant une rencontre internationale

Ce séminaire aurait pour objet de rassembler l'ensemble de la recherche disponible sur ces questions, d'en établir une synthèse et de proposer de nouvelles avancées théoriques et méthodologiques. Ses travaux serviraient de base à la préparation d'une rencontre internationale qui pourrait se tenir fin 2001 ou courant 2002. La plus grande synergie devrait être recherchée avec les travaux, contacts et événements européens (présidence suédoise

puis belge) internationaux (chantier Québec notamment) déjà prévus par le Secrétariat d'Etat et la DIES.

3) préparation d'un "rapport français sur le développement humain en lien avec le PNUD et proposition faite à nos partenaires d'un "rapport européen" utilisant la méthodologie des indicateurs de développement humain (voir ci dessous)

4) préparation d'un projet de loi sur "les temps sociaux" en lien avec le projet de loi cadre sur l'économie sociale et solidaire.

5) lancement, accompagnement, évaluation d'expérimentations portant notamment sur les projets suivants :

- utilisation d'indicateurs de destruction pour expérimentation d'un projet d'activation de dépenses passives; (possibilité d'un lien avec une expérimentation européenne sur ce sujet);
- projet de carte civique d'échange et de paiement (lien avec projet de chèque associatif); expérimentation en partenariat avec le groupe "Chèque déjeuner";
- projet de monnaie électronique solidaire (dit sol); expérimentation initiée avec plusieurs partenaires de l'économie sociale comme la Macif, Chèque déjeuner, des médias soutenant les initiatives de l'économie sociale et solidaire (Le Monde diplomatique, Politis, TC, Transversales Science Culture...) des collectivités locales innovantes; la possibilité de développer également l'expérience dans le Nord en particulier avec un réseau d'échange inter-associatif situé à Valenciennes et de s'appuyer sur la Caisse de crédit solidaire a été également envisagée. Des contacts sont également pris avec la fondation des caisses d'épargne.
- projet d'expérimentation en France des systèmes de crédits temps inspirés de l'expérience italienne (banques du temps) et américaines (time dollar); suivi de l'étude du laboratoire du futur retenue dans l'appel à projets 2000 sur ce point.

6) utilisation d'une partie de l'appel à projets 2001 dans la double perspective de l'activation de dépenses passives ("entrepreneurs de prévention") et des systèmes d'échange et monnaies affectées

7) préparation d'un dispositif institutionnel conduisant à la création d'un office parlementaire (ou d'un renforcement de la Mission contrôle et évaluation) et d'une mission interministérielle capable d'animer ce processus (voir ci dessous)

8) lancement d'une étude sur l'utilisation d'une fiscalité incitative appuyée sur ces indicateurs (voir ci dessous)

9) établissement d'un lien entre les projets évoqués dans ce rapport conduisant à terme à des réformes substantielles de la comptabilité nationale et le projet en cours de discussion au Parlement d'une réforme de l'ordonnance de 1959 et de la comptabilité publique

Un calendrier sur sept ans

Année 2001

1) Opportunité du forum social mondial de Porto Alegre pour lancer ce débat.

Opportunité de la rencontre internationale sur l'économie sociale et solidaire en octobre 2001 au Québec.

2) Opportunité du centenaire de la loi de 1901 et de l'année internationale du volontariat décidée par les Nations Unies pour organiser un vaste débat public entre pouvoirs

publics et associations autour des thèmes suivants :

- faire retour sur la question du bénévolat à travers le refus de considérer l'économie (y compris marchande) comme ayant pour seul objet la "lucrativité";

- rappeler que l'article 1 de la loi de 1901 définit positivement et non négativement le principe associatif;

- organiser un partenariat avec les associations qui concourent à prévenir ou à limiter la casse qu'elle soit humaine (sanitaire ou sociale) ou écologique afin d'élaborer avec elles des grilles d'évaluation et des indicateurs "de destruction" dans des domaines qui constituent des enjeux du débat public : accidents de la route, vache folle, pollution de l'air et de l'eau etc.

- lier le principe associatif, coopératif et mutualiste en développant le lien entre mouvement associatif et économie sociale et solidaire;

3) Développer la perspective de la société et de l'économie plurielle comme alternatives à "la société de marché" et montrer l'importance de l'économie sociale et solidaire dans cette perspective.

4) Favoriser la recherche de solutions permettant aux associations de bénéficier de droits de tirage sur une richesse sociale et écologique qu'elles contribuent à produire (ou à éviter qu'elle se détruise) et procéder à plusieurs expérimentations en ce sens :

- expérimenter des dispositifs de chèque associatif et/ou de "carte civique" d'échange et de paiement en monnaie affectée

- expérimenter des dispositifs d'échange et de crédits temps

- utiliser l'appel à projet 2001 pour favoriser la logique de métiers "d'entrepreneurs de prévention"

5) Déposer, ou au moins préparer et mettre en débat public la nécessité d'une loi sur les temps sociaux en lien avec le projet de loi cadre sur l'économie sociale et solidaire; étudier la mise en oeuvre au sein de la fonction publique de "congrés civiques" sur le modèle des "congrés solidaires" expérimentée dans plusieurs entreprises ouvrant le droit pour des fonctionnaires d'être mis à disposition d'associations, de syndicats d'organisations politiques pour une période de deux à quatre ans.

6) Organiser un séminaire international de synthèse et de recherche sur ces différentes questions dont les travaux seraient mis en débat lors d'une rencontre internationale à organiser fin 2001 ou courant 2002.

7) Demander conjointement au Président de la République et au Premier Ministre qui ont l'un et l'autre marqué leur intérêt pour les rapports du PNUD (programme des nations unies pour le développement) que soit appliquée la méthodologie des "indicateurs de développement humain" et des indicateurs de pauvreté à la France et qu'un rapport français sur le développement humain soit élaboré;

8) Proposer au Premier Ministre qu'un travail interministériel soit engagé dans cette direction

- à la Ministre de l'emploi et de la solidarité une mobilisation des services d'étude et de statistique en vue de l'élaboration de ces indicateurs qui relèvent en partie de sa compétence.

- au Ministre de l'éducation un programme de travail du même type en vue de la construction de l'indicateur concernant l'accès aux savoirs et le problème de l'illet-

trisme;

- à la Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement un travail concerté sur la mise en oeuvre d'indicateurs de destruction écologiques, sanitaires et sociaux;

- au Ministre de la ville l'élaboration d'un projet de loi sur le temps des villes et les temps sociaux s'inspirant de l'expérience italienne dans ce domaine

9) lier ces recherches sur les indicateurs (négatifs et positifs) à une utilisation incitatrice de la fiscalité conduisant à terme à réserver la logique de la taxation à des valeurs détruites (partiellement ou totalement) plutôt qu'ajoutées et à favoriser des systèmes de bonification pour les valeurs ajoutées d'utilité sociale, (lien avec propositions du rapport Lipietz sur ce point)

10) Créer une structure institutionnelle souple (de type mission inter-ministérielle) pour animer l'ensemble de ces travaux ; préparer, en lien avec les responsables de l'assemblée nationale, du Sénat et du Conseil économique et social la création d'un office parlementaire ou d'un renforcement de la Mission de contrôle et d'évaluation appuyé par les travaux issus d'institutions comme le CERC, la Commission des comptes de la nation, le Comité central d'enquêtes lié à la Cour des Comptes, l'ensemble des services d'études et de recherches des ministères concernées par des réparations lourdes. L'Insee serait évidemment fortement sollicitée dans cette perspective y compris pour tirer un meilleur parti de ses enquêtes en termes de budget temps qui pourraient être très utiles pour l'instauration d'un système ambitieux de crédit temps (lien avec le projet de loi sur les temps sociaux)

11) Proposer à nos partenaires européens l'élaboration d'un rapport européen sur le développement humain en s'appuyant notamment sur les propositions du parlement européen dans ce sens.

Année 2002

Placer ces questions sur l'agenda public de manière à redonner tout son sens à la notion de campagne électorale conçue comme un temps privilégié pour que les citoyens construisent leur jugement sur de grandes orientations;

Proposer aux actuels membres de la majorité plurielle d'intégrer dans leur programme la nécessité d'une redéfinition de la richesse et de ses outils (indicateurs et monnaies);

Poursuivre les travaux du séminaire international, l'élaboration des rapports français et européens sur le développement humain, évaluer les expérimentations de l'année 2001, en tirer des conclusions législatives quand c'est possible et élargir le champ de l'expérimentation quand cela s'avère nécessaire;

Poursuivre et développer les travaux sur "les indicateurs de destruction" et organiser plusieurs opérations de financement de projets contribuant à prévenir ou à limiter les coûts de casse humaine (sociale et sanitaire) et écologique;

Proposer au nouveau Président de la République, au nouveau Parlement élu et aux responsables publics choisis à cette occasion de s'engager dans ce grand chantier .

Années 2002 à 2007 (propositions formulées à titre indicatif, non exhaustif)

Organiser le premier grand débat parlementaire d'évaluation sur les richesses de la nation

3 Adoption d'un dispositif, dans les lois de finances de l'Etat et de la Sécurité sociale, permettant d'utiliser une partie des dépenses de réparation pour financer des projets limitant ou évitant des coûts de destruction

Poursuite des travaux en partenariat avec le PNUD tant au niveau national qu'eupéen et préparation d'un projet de transformation de la comptabilité nationale de manière à prendre en compte les richesses écologiques et humaines n'apparaissant pas sur le marché;

Utilisation des travaux issus du bilan social, de l'audit social, du bilan sociétal, des comptabilités "vertes" en vue d'une réforme du plan comptable et de l'intégration des données écologiques, sociales, sanitaires, civiques dans les rapports légaux des entreprises....

■ 3

4 > Les principaux défis économiques

Je commencerai par une description de ce qu'est, à mon avis, la mondialisation actuelle (section 1). Le cadre de référence ayant été ainsi établi, j'analyserai les six principaux défis économiques que soulève la mondialisation actuelle (section 2). Je terminerai par un examen des possibilités concrètes d'action pour surmonter les défis et promouvoir une mondialisation autre que l'actuelle (section 3).

Comme on l'aura noté, j'ai insisté tout particulièrement sur l'adjectif actuelle car je souhaiterais nous débarrasser, au préalable, d'une mystification majeure entretenue par les groupes dominants, à savoir qu'on ne peut pas être contre la mondialisation car elle est là et constituerait un phénomène inévitable. La mondialisation, a affirmé Henry Kissinger, est comme la pluie : "peut-on éviter la pluie ?" s'est-il exclamé ! Or, cette thèse est mystificatrice à double titre : elle prétend, d'une part, vouloir faire croire que la mondialisation actuelle serait un phénomène "naturel", inscrit dans le sens "naturel" de l'histoire. On ne pourrait donc pas aller contre la nature ; elle établit, d'autre part, une relation fausse, à savoir "être contre la mondialisation actuelle signifie que l'on est contre la mondialisation".

En réalité, la mondialisation actuelle n'est pas et ne sera pas la seule forme possible de mondialisation. L'opposition à la mondialisation actuelle concerne les principes fondateurs, les finalités et les modalités des processus actuels de mondialisation. Chacun de nous peut avoir une autre conception de la mondialisation. Personnellement, je suis en faveur d'une toute autre mondialisation que j'essayerai d'expliciter, précisément, dans la troisième section.

LA DEFINITION DE LA MONDIALISATION ACTUELLE

Première définition

Par une première approximation, fondée sur une "photographie" la plus fidèle possible (d'après mes "points de vue") des faits observables, on peut dire que la mondialisation actuelle est l'ensemble des processus qui permettent de

- produire, distribuer et consommer biens et services à partir de structures de valorisation des facteurs de production matériels et immatériels organisés sur des bases mondiales,
- pour des marchés mondiaux réglés par des normes et standards mondiaux,
- par des organisations nées ou agissant sur des bases mondiales avec une culture qui se veut mondialisante et obéissant à des stratégies mondiales,
- dont il est difficile d'identifier une seule territorialité (juridique, économique, technologique) en raison des très multiples formes – évolutives – de liens, d'intégration et d'alliances en réseaux qu'elles établissent entre elles.

Deuxième définition

Par une approche dépassant l'observation "photographique", on peut enrichir – en la rendant un peu plus "vraie" et proche de la réalité dynamique – la description de ce qu'est la mondialisation actuelle, en disant qu'elle est un ensemble de principes idéologiques, de conceptions théoriques et d'institutions et mécanismes (tels que l'Organisation Mondiale du Commerce, le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale...) fondé sur



Les principaux défis économiques de la mondialisation actuelle

L'exemple de l'eau est très éclairant. L'eau potable saine est à l'heure actuelle un bien vital qui fait défaut à 2 milliards de personnes. Or, les dirigeants des pays du monde développé tendent à imposer la privatisation des services d'eau comme solution à la pénurie croissante d'eau, dont la rareté est surtout due aux phénomènes de pollution et de consommation des ressources disponibles, causés par l'agriculture – notamment l'irrigation – (70% des prélèvements totaux mondiaux d'eau douce) et par les activités industrielles (20% des prélèvements mondiaux); l'une et les autres étant entièrement soumises à la logique du capital privé. Ce n'est pas en transformant l'eau en bien économique marchand régi par le "juste" prix de marché que l'accès à l'eau pour plus de 3,5 milliards de personnes vers 2020-2025 sera garanti.

Par Riccardo Petrella

Conseiller à la Commission européenne, Professeur à l'Université Catholique de Louvain.

Document original :

<http://attac.org/fra/list/doc/petrella2.htm>

<< 4 la primauté de trois pouvoirs :

- le pouvoir du MARCHE, représenté par le fait que le marché est considéré comme le dispositif principal pour la régulation efficace de l'allocation des ressources disponibles locales et mondiales
- le pouvoir de l'ENTREPRISE, du fait que celle-ci est élevée au rang d'acteur n° 1 ayant la maîtrise du champ productif et donc la responsabilité du bien-être économique et social de la population
- le pouvoir du CAPITAL, qui est attribué à ce dernier du fait que celui-ci est considéré comme le paramètre de définition de la valeur, ce qui donne à l'objectif de la maximisation du profit de capital le statut d'objectif prioritaire.

Ces trois pouvoirs tirent leur LEGITIMITE uniquement du fait que leur fonction est d'être au service de la maximisation de l'utilité individuelle des agents "économiques" (le producteur, le consommateur, l'actionnaire), et par la justification qu'ils donnent à la lutte pour la survie entre intérêts individuels conflictuels (d'où le principe de COMPETITIVITE grâce à l'utilisation de la SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE dans une logique de substitution des processus, des produits et des services existants).

Troisième définition

Les principes idéologiques, les conceptions théoriques et les institutions et les mécanismes mis en place, que nous venons de mentionner rapidement et dont on traitera dans la section 2, montrent que, en dernière analyse, la mondialisation actuelle peut être considérée surtout comme la narration du monde et de la société aujourd'hui dominante, développée et répandue par une nouvelle classe techno-scientifique-capitaliste mondiale qui s'est imposée à partir des années '70 comme la classe "propriétaire" des savoirs et des moyens de pouvoir financier, grâce à la conjonction, parmi d'autres, de quatre phénomènes majeurs, à savoir :

- la techno-scientification et la dématérialisation de l'économie et de la condition humaine sous l'effet, entre autre, de la "révolution" des technologies d'information et de communication, ce qui a accéléré la financiarisation de l'économie
- la crise de saturation de l'économie occidentale, qui a favorisé et justifié l'affirmation des "trois pouvoirs" ci-dessus et de la "Sainte Trinité" (à savoir les processus de libéralisation, de déréglementation, de privatisation)
- la perte de crédibilité politique, en tant qu'alternative possible et souhaitée au capitalisme de marché occidental, par le/de la part du "socialisme dit réel" (le communisme totalitaire militaire-bureaucratique de l'Union Soviétique, de la Chine...)
- la décolonisation ratée, aussi bien par les classes dirigeantes du "Sud" (dont la créativité et l'énergie ont été employées ces 25 dernières années dans la mise en place de régimes dictatoriaux et dans des guerres de pouvoir inter-étatiques), que par celles du "Nord" (qui, au fur et à mesure que la "menace" de l'alternative soviétique et chinoise s'étiolait, ont lâché toute bride aux intérêts des forces capitalistes occidentales, en particulier à la puissance militaire technologique, industrielle et commerciale des Etats-Unis).

En effet, cette nouvelle classe mondiale a trouvé dans la puissance stato-militaire nationale des Etats-Unis, et de leurs réseaux, le support politico-institutionnel de sa domination. Ce n'est pas un hasard si cette domination s'exprime, entre autres, depuis les 15 dernières années, par

l'émergence et la consolidation du fait impérial américain.

Cette mondialisation a soulevé et soulève pour tout pays, ville, région et tout groupe social organisé six principaux défis économiques qui, de par leur nature, sont profondément "politiques".

LES SIX DEFIS ECONOMIQUES

Le choix des six défis (tableau 1) est, bien entendu, subjectif sans pour autant être arbitraire. Il est déterminé en fonction d'une vision de la société et du monde qui ne se trouve guère exprimée dans les principes inspirateurs et dans le fonctionnement concret de la mondialisation actuelle. Certes, d'autres défis existent. En outre, d'autres analyses pourraient définir d'une autre manière ces mêmes défis. Il me semble que les défis ci-après sont les plus significatifs par rapport à l'objectif de la promotion d'une autre mondialisation.

Tableau 1 : Les six principaux défis économiques de la mondialisation actuelle

- La victoire d'une nouvelle "narration de l'économie" et, sur cette base, de la société et du monde (Nouvelles technologies + mondialisation = nouvelle économie)
- L'asservissement de la technologie aux intérêts du capital (Paradigme de l'offre compétitive et logique de substitution)
- La primauté du capital en tant que paramètre de définition de la valeur. La régulation par le capital. (Affirmation du principe que la propriété des gains de production appartient au capital)
- La réduction de la personne à "ressource humaine" (Le post-fordisme néo-tayloriste)
- La marchandisation de toute expression et expérience humaine (Les marchands "everywhere, anytime")
- Le discrédit de la "res publica" et le rejet des biens communs. (L'économie de l'individualisme conquérant et excluant. "Ethique" de la survie).

La nouvelle narration

Le premier défi est représenté par la nécessité et l'urgence de se libérer de l'emprise de la nouvelle grande narration qui prétend avoir porté sur les fonds baptismaux la naissance d'une nouvelle économie (et, donc, affirme-t-on, d'une nouvelle société) en concomitance avec le commencement du XXI^e siècle qui serait déjà né fin des années '80 – début des années '90.

La nouvelle économie serait la fille née du mariage entre la révolution scientifique et technologique, explosée notamment à partir des années '70 par les technologies d'information et de communication (d'où les thèses répétées par tous nos dirigeants sur la "e-économie", le "e-commerce", la "e-entreprise", la "e-formation", la "e-musique"...) et de la mondialisation (libéralisation, déréglementation, privatisation, compétitivité).

La nouvelle économie (? nouvelle société) se considère nouvelle car elle se proclame "l'économie de l'information" (? la société de l'information) et/ou "l'économie de la connaissance" (? "la société de la connaissance") pour dire que la principale source de création et de production de la richesse serait aujourd'hui l'information et/ou la connaissance.

Personne ne saurait nier le fait que, dans la plupart des produits et des services produits par et pour être consom-

més par les populations les plus riches du monde (qui constituent une petite fraction de la population mondiale +/- 12% en 1997), la part du coût revenant aux facteurs dits immatériels a considérablement et rapidement augmenté ces 25 dernières années, alors que celle revenant aux facteurs dits matériels a chuté massivement.

En quoi, cependant, l'économie actuelle est nouvelle et aurait engendré une nouvelle société ? Sur le plan technologique, c'est incontestable. Sur le plan des mécanismes financiers, c'est certain. Sur le plan de l'organisation et de la gestion des entreprises, c'est évident.

La situation devient de plus en plus nuancée, complexe voire différente si l'on considère d'autres dimensions et d'autres variables. L'économie actuelle n'est nullement nouvelle du point de vue des dynamiques de la création d'inégalités et de l'appauvrissement. Elle est même en régression par rapport à l'économie des années '50 et '60. Elle a accentué ces dernières années la réduction de la personne humaine à "ressource humaine". Loin d'avoir élargi le champ de l'humain et du social elle a tendance à la réification, à réduire tout (y compris toute espèce vivante) à une marchandise. Marchandise elle aussi, la connaissance est devenue l'objet d'une appropriation privée généralisée. Dès lors, la "nouvelle" économie n'a fait que redonner force et puissance au capital et à ses détenteurs privés accentuant l'expropriation de la démocratie représentative, devenue de plus en plus du simulacre. La "nouvelle" économie a jeté aux orties les principes de la sécurité sociale collective et, d'une certaine manière, solidaire, pour la remplacer (pensons aux régimes de pension par capitalisation) par des principes d'individualisation atomisée de la sécurité, dépendante de la valeur du capital possédé. Dès lors, partout, le temps de vivre est redevenu à des proportions incongrues alors que le temps de travail (dit "choisi"), aux mille statuts, n'a fait que grossir. Il semblerait, d'après les grands quotidiens américains tels que le New York Times de septembre 2000, que les Américains des Etats-Unis ont de moins en moins de temps pour dormir, pour déjeuner car ils doivent travailler plus. Nous sommes en pleine régression historique.

Au-delà de l'asservissement de la technologie aux intérêts du capital

Le deuxième défi consiste dans le développement de la science et de la technologie au service du bien-être social collectif.

On sait que la science et la technologie sont régulièrement et systématiquement asservies principalement au pouvoir militaire et économique, mais également, politique, religieux... Il y a, cependant, des périodes où un tel asservissement a lieu dans le cadre de choix de société plus généraux animés par la primauté accordée au développement du bien-être collectif. Ce fut la période, par exemple, des années '50 et '60 au cours de la deuxième moitié du XXe siècle. Depuis les années '70, la situation a changé. La science et la technologie sont (re)devenues, d'une manière ouvertement proclamée, des instruments mis au service prioritaire des objectifs économiques des agents privés (les entreprises). Depuis une vingtaine d'années, le rôle principal attribué à la politique publique de la R & D et de l'innovation technologique est de contribuer à l'amélioration de la compétitivité des entreprises du pays. Cela vaut, évidemment, encore plus pour la politique privée de R&D et d'innovation des entreprises elles-mêmes, et dans un sens encore plus précis qui est celui de contribuer à l'amélioration des taux de rentabilité du capital financier de l'entreprise. En adhérant entièrement à la soumission de la science et de la technologie à l'impératif de

la compétitivité et de l'amélioration de la rentabilité du capital financier privé, les classes dirigeantes politiques actuelles de chaque pays sont convaincus que l'amélioration de la compétitivité (par le prix, la qualité, la variété, la flexibilité) des entreprises du pays est l'instrument le plus efficace pour élever le bien-être économique (et donc social, disent-ils) de la population dont ils sont responsables au plan politique. Dès lors, sont-ils convaincus, l'élévation continue de la rentabilité privée du capital financier est une condition nécessaire pour maintenir une capacité "nationale" collective d'innovation scientifique et technologique.

Ce faisant, ils restent inscrits dans une vision fondamentalement productiviste et financière de la science et de la technologie. Ce qui explique la primauté donnée (par rapport à la demande sociétale collective) à l'offre privée de produits et de services considérés plus compétitifs, ainsi que la culture guerrière, conquérante, des politiques scientifiques et technologies d'aujourd'hui (selon le principe de substitution qui domine la politique de l'offre).

Besoin n'est guère de démontrer que la science et la technologie actuelles, par exemple dans le domaine de la santé, ne sont pas développées et utilisées pour combattre les maladies de ceux qui dans le monde en ont besoin, mais principalement pour permettre à tel conglomérat mondial pharmaceutique de produire un produit meilleur en termes de prix, de qualité et de fonctions que celui existant (du concurrent) sur les marchés solvables et plus rentables (c'est à dire pour la population la plus riche au monde), dans le but de le substituer et conquérir ainsi le marché. Les maladies qu'on soigne sont les maladies des populations riches qui permettent une plus grande rentabilité du capital. Il en va de même du domaine de l'alimentation, de l'éducation, de l'énergie.

Si la science et la technologie actuelles étaient réellement mises au service du bien-être des gens, l'industrie pharmaceutique comme l'industrie agro-alimentaire auraient contribué ces trente dernières années, sinon à éradiquer la faim et les maladies, au moins à réduire considérablement le nombre des affamés et des sous-nourris structurels et à vaincre les maladies génériques épidémiques telles que la malaria. Or, ces trente dernières années, c'est le contraire qui s'est passé.

Bien entendu, il reste toujours possible de définir une politique de la science et de la technologie mises au service prioritaire du droit à la vie, (accès à l'eau, à la santé, à l'alimentation,...) des 8 milliards d'êtres humains qui habiteront la planète en 2020.

Le capital, paramètre de définition de la valeur

Le troisième défi se pose par rapport au choix effectué depuis la fin des années '70 par les classes dirigeantes des pays "occidentaux" et consistant à attribuer aux détenteurs du capital financier la propriété des gains de productivité. Jadis, dans le cadre de l'Etat du Welfare, les gains de productivité étaient en quelque sorte propriété "collective". Ils étaient "socialisés". Ils faisaient l'objet d'une politique publique de production et de gouverner des mécanismes de comptabilité, collecte et redistribution. Ceci à travers la politique fiscale nationale, les régimes publics de caisse maladie, retraite, chômage, égale opportunité.

Suite à la libéralisation des mouvements de capitaux, des biens et des services ainsi qu'à la déréglementation des activités économiques et à la privatisation de pans entiers de l'économie, l'Etat a octroyé au capital privé la propriété des gains de productivité et a accordé aux marchés financiers la fonction de décider en matière de redistribution de

ces gains. Cette mutation a pris un tournant tout particulier suite à l'extension, à tout domaine, y compris le vivant, des règles relatives aux Droits de Propriété Intellectuelle. Dernière décision en date, celle du gouvernement américain début janvier 2001 autorisant la brevetabilité des gènes humains dans des buts thérapeutiques.

Dans ce contexte, la valeur d'une ressource, d'un bien, d'un service se mesure aujourd'hui par sa contribution à la création de plus value du capital, notamment financier, la marchandisation se traduit par la transformation du capital en paramètre principal de définition de la valeur.

Si ces évolutions ne sont pas modifiées, la privatisation du politique et la privatisation de la vie deviendront les caractéristiques principales des sociétés du début du 3e millénaire.

La transformation de la personne en "ressource humaine"

Le quatrième défi concerne l'expropriation de la personne humaine réduite, à partir des années '60, à "ressource humaine". Chacun de nous n'est plus une "personne". Nous sommes tous devenus des "ressources humaines" dont le droit à l'existence est fonction du degré d'utilité (employabilité et rendement) pour le capital. Tant qu'une "ressource humaine" est utile à la production de richesse, elle aura droit à un revenu et à une respectabilité sociale. Ces "droits" lui sont enlevés dès qu'elle devient moins rentable (ne fut-ce que par rapport à une "ressource humaine" d'un autre pays). La pire des situations pour une "ressource humaine" est de devenir une "ressource" aux compétences obsolètes et de ne pas être "re-cyclable" au bon moment, au bon endroit, pour la bonne tâche (soit parce que trop vieille, soit parce que son recyclage coûte trop à l'employeur, soit pour d'autres raisons...). Dans ce cas, elle est exclue du circuit d'accès au revenu, ce qui réduit sa capacité d'être un consommateur solvable et de devenir un actionnaire intéressant : autrement dit, c'est la fin pour elle car si une personne n'est plus un producteur rentable, un consommateur solvable et un actionnaire intéressant, elle n'est plus rien dans la société actuelle. Dans ce contexte, la fonction principale attribuée au système d'éducation et de formation, en particulier à la formation permanente continuée, est celle de former les ressources humaines les plus qualifiées dont les entreprises "du pays" ont besoin pour assurer leur compétitivité sur les marchés mondiaux. La solution de ce défi comporte, par conséquent, entre autres, une redéfinition générale des finalités et des principes d'organisation du système d'éducation et de formation. Elle implique une réappropriation du statut de personne, en opposition à la réification de l'humain et du social opérée par nos sociétés "développées" à travers la technologisation et la marchandisation de la condition humaine.

La marchandisation de tout

Nous en venons ainsi au cinquième défi. Ceci est défini par le fait que, suite à la technologisation de la condition humaine, la quasi totalité des expériences humaines et sociales (la santé, l'éducation, l'eau...) a été réduite à un objet d'échange (une chose) que l'on peut vendre et acheter. Il n'y a plus pratiquement de forme de vie humaine qui échappe à l'emprise de la logique techno-marchande. C'est ce que l'on appelle la marchandisation de l'humain, du social, de la vie. La marchandisation de la culture a atteint un stade fort avancé. Celle de l'éducation vient d'accomplir un pas significatif à l'occasion de la tenue en mai 2000 à Vancouver du premier "Marché Mondial de l'Education". La marchandisation de l'eau a reçu par l'avènement au pouvoir dans les années '80 de Reagan et de Thatcher, une impulsion très forte qui est en train de trou-

ver en Europe dans la création d'un seul marché intégré européen, une accélération de poids. La marchandisation du vivant (de la prolifération des OGM à la brevetabilité des gènes humains) vient de commencer en grande pompe.

La "société de marché" (rappelons-nous le "pouvoir du marché" auquel on a fait référence dans la section 1) est la forme caractéristique de la société "occidentale" d'aujourd'hui. Par sa prétention à se fonder sur le marché global, elle se dit universelle et universalisable, alors qu'elle n'est qu'une société totalitaire n'admettant pas l'existence d'autres formes sociétales. Celles-ci ne seraient que des "déviation" par rapport au modèle "naturel" de la société de marché.

La marchandisation signifie que toute expression humaine doit se voir attribuer une "valeur économique", si elle doit avoir une valeur. La valeur économique est exprimée par un prix de marché. Le prix de marché ne saurait être que "juste". Le "juste" prix de marché ne peut s'établir, dit-on, que sur la base du principe de la récupération du coût total par le capital ce qui permet d'obtenir la plus value qu'il considère indispensable.

Depuis que la marchandisation de nos sociétés s'est imposée au cours des années '80 et '90, tous les indicateurs macro-économiques et sociaux ont montré le retour à la croissance des inégalités socio-économiques et de pouvoir décisionnel entre les pays et, entre les régions et groupes sociaux, au sein d'un même pays. Les rapports annuels sur le développement humain par le Programme des Nations Unies pour le Développement Humain le montrent avec abondance de données. Il en est de même des rapports publiés par la Banque Mondiale, la CNUCED, la FAO, l'OMS et l'UNESCO. Les dévastations socio-économiques opérées par la marchandisation de nos sociétés ces vingt-cinq dernières années ne sont plus à démontrer. Celles opérées sur le plan environnemental n'ont pas été de moindre importance. Malheureusement, à tous les rapports scientifiques et aux multiples sonnettes d'alarme – depuis au moins la fin des années '60 – sur la détérioration croissante de l'état environnemental de notre planète, y compris les derniers rapports sur le climat mondial de l'International Panel on Climate Change présenté au Sommet de La Haye en novembre 2000, les dirigeants de la société du monde, notamment aux Etats-Unis, n'ont su répondre qu'en réaffirmant leur foi et leur confiance dans les mécanismes de marché (tel que le marché mondial des émissions) pour la solution de la "crise écologique mondiale".

La marchandisation signifie aussi que l'activité de production de plus value de capital ne saurait être soumise – au dire de nos dirigeants – à des réelles limitations spatiales et temporelles. Le fonctionnement du marché doit être possible partout (anywhere) et de tout temps en permanence (anytime). On ne saurait, dès lors, prétendent-ils, limiter les vols de nuit des avions cargo de DHL, TNT, sous prétexte que ces vols produisent des nuisances à la santé des résidents riverains des aéroports (bruits, perte de sommeil). La santé de quelques dizaines de milliers de personnes ne peut pas – affirme-t-on – empêcher le capital de produire "de la richesse" qui bénéficierait – dit-on – des centaines de milliers et des millions de gens.

Enfin, le sixième défi découle du discrédit dans lequel nos dirigeants ont réussi à jeter, auprès de l'opinion publique, le politique, la "res publica" et les biens et services privés, au bénéfice de l'exaltation de l'individualisme.

Au cours des trente dernières années, c'est la classe politique elle-même qui a idéologiquement "jeté l'Etat aux or-

ties". Elle donne l'impression (seulement l'impression ?) qu'elle considère désormais

- que le public, l'Etat, la fonction publique sont synonymes de bureaucratisation, de lourdeur et lenteur décisionnelles, d'inefficacité
- qu'il est urgent d'abandonner le concept de sécurité sociale collective et de "protection sociale" et qu'il faille, au contraire, stimuler l'initiative et la responsabilité individuelle et, qu'à cette fin, l'Etat doit passer de "l'Etat du Welfare" à "l'Etat social actif" où le rôle de l'Etat consisterait plutôt dans la création d'un environnement réglementaire favorable à "l'empowerment" individuel ;
- que la meilleure façon d'assurer l'accès de tout aux biens vitaux considérés jadis "publics", "collectifs", est de laisser jouer les mécanismes du marché et abandonner le principe de la propriété commune, sociale, des biens et des services "collectifs" ;
- que "l'ère du gouvernement" par les institutions politiques est terminée et qu'il faut passer à "l'ère de la gouvernance" où, selon les thèses aujourd'hui prédominantes, ce serait l'ensemble des acteurs de la société (les acteurs économiques, les acteurs politiques-publics, les acteurs de la société civile...) à assurer la gestion "politique" de la société dans le cadre de réseaux d'information, de communication et de décision spontanés, flexibles, changeables, autorégulés. Dans ce cadre l'Etat serait un des acteurs mis sur le même plan que les autres acteurs. La démocratie représentative serait à remplacer par la démocratie des réseaux.

Comme on le voit, les défis que pose la mondialisation actuelle sont très importants. Ils sont porteurs de dérives considérables, notamment au plan politique, social, économique et éthique.

POUR UNE "AUTRE MONDIALISATION"

Une narration alternative. La sécurité de vie pour tous : la vraie richesse du monde

Les dominants croient à l'inévitabilité de l'incertitude (des droits notamment) comme caractéristique générale et universelle de la société, et du passage du système des droits-devoirs à celui des incitations/ dé-incitations de l'intérêt individuel. En revanche, les paysans du Brésil réunis dans le Mouvement des Sans-Terre; les paysans de l'Inde qui ont lutté, avec succès, contre l'arrogance de Monsanto qui s'était emparée, par le brevet, des semences locales et avait prétendu de les vendre aux locaux tout en les stérilisant par la méthode appelée "Terminator"; les ouvriers de la Corée du Sud; les populations de l'Indonésie; les associations des mères chiliennes des disparus sous Pinochet ; les associations qui, au Québec, luttent contre les projets de privatisation de l'eau potable et celles qui ont réussi à arrêter la privatisation de l'eau aux Pays-Bas; les milliers de citoyens membres de la nouvelle association française ATTAC, montrent – si besoin en était – que ce qui intéresse au premier degré les citoyens des divers pays n'est ni la compétitivité des entreprises, ni la rentabilité du capital, mais la sécurité de vie pour tous. Une sécurité de vie qui passe par le droit d'accès aux moyens permettant de satisfaire les besoins de base communs à tous.

La sécurité dans toutes ses dimensions: sécurité physique individuelle (accès à l'eau, droit au logement, protection contre les risques d'accidents de la nature et les agressions des autres êtres humains); sécurité de groupe, militaire et environnemental (défense contre les agressions éventuelles d'autres peuples, et protection/ couver-

ture contre les catastrophes "naturelles" de plus en plus créées et/ou facilitées par l'action humaine); sécurité alimentaire (ne pas dépendre structurellement du commerce pour assurer la nourriture de base vitale de la population d'un pays; protection contre les manipulations alimentaires); sécurité culturelle (liberté d'épanouissement de sa propre identité culturelle et respect de celle des autres, dialogue et coopération entre cultures); sécurité économique (aucune force financière ou économique n'a le droit, par ses propres actes, visant à maximiser son intérêt, de déstabiliser ou mettre en crise l'économie d'une population); sécurité des libertés (contre les abus et les atteintes des technologies génétiques et des technologies de l'information).

Or, dans moins de 25 ans (vers 2020-25) la population mondiale sera composée de 8 milliards de personnes (si entre-temps des épidémies, des famines et des guerres n'en auront disposé autrement). La véritable question pour la société mondiale et pour l'économie mondiale d'aujourd'hui n'est pas d'assurer l'intégration/ adaptation compétitive des économies locales performantes dans le marché mondial, mais est de savoir par quels autres principes, quelles autres règles et quelles autres institutions que ceux et celles de l'économie de marché capitaliste, les 8 milliards de personnes pourront être des sujets, citoyens, dignes de s'appeler des êtres humains car ils seront en mesure de se donner (pas de recevoir) les moyens de satisfaire leurs besoins de sécurité de vie de base? Autrement dit, la question est de savoir sur quelles bases et par quels instruments on peut construire le vivre ensemble des 8 milliards et, partant, la richesse commune mondiale.

Une "utopie" possible: le contrat social mondial. Commencer par d'autres priorités. L'eau par exemple, le désarmement financier, le GATCH (General Agreement on Technological Change).

Pour cela, il faut avant tout refuser la rhétorique dominante, ses mots clés, ses symboles, parmi lesquels, en premier lieu, la compétitivité. Puisque l'économie de marché mondiale est incapable de créer la richesse commune mondiale, parce ce qu'elle désire est l'expansion continue de la richesse privée (la plus value du capital privé), il est légitime et correct de la part du citoyen de lui refuser le pouvoir de gouverner l'économie mondiale. Il est mystificateur de croire qu'il y a compatibilité entre compétitivité et cohésion sociale, et entre compétitivité et solidarité. La compétitivité est porteuse d'une logique de guerre pour la survie. Elle se fonde sur l'exclusion des moins compétitifs.

Le développement de la richesse commune mondiale ne passe pas par des guerres technologiques, commerciales, financières, économiques. Il passe par la (re)invention de nouvelles formes d'économie mutualiste, coopérative, solidaire dans le cadre d'un "contrat social mondial" et d'une nouvelle architecture politique mondiale structurée autour d'un système coopératif de gouvernement décentralisé et diversifié.

Par contrat social mondial on entend la définition et mise en œuvre de quatre contrats majeurs:

- § le contrat de l'avoir
- § le contrat culturel
- § le contrat démocratique
- § le contrat de la Terre.

L'exemple de l'eau est très éclairant. L'eau potable saine est à l'heure actuelle un bien vital qui fait défaut à 2 mil-

liards de personnes. Or, les dirigeants des pays du monde développé tendent à imposer la privatisation des services d'eau comme solution à la pénurie croissante d'eau, dont la rareté est surtout due aux phénomènes de pollution et de consommation des ressources disponibles, causés par l'agriculture – notamment l'irrigation – (70% des prélèvements totaux mondiaux d'eau douce) et par les activités industrielles (20% des prélèvements mondiaux); l'une et les autres étant entièrement soumises à la logique du capital privé. Ce n'est pas en transformant l'eau en bien économique marchand régi par le "juste" prix de marché que l'accès à l'eau pour plus de 3,5 milliards de personnes vers 2020-2025 sera garanti. L'eau doit devenir ce qui n'a jamais été: un bien commun patrimonial vital de l'humanité. L'accès à l'eau doit être considéré comme un droit de vie de base individuel et collectif inaliénable.

L'eau est plus qu'une ressource naturelle, est un droit humain et social. Sa gestion dépasse le champ de la gestion des ressources naturelles et de la politique de l'environnement. Sa gestion fait partie du champ des droits humains de la démocratie et de la citoyenneté. L'eau doit et peut devenir le premier exemple de comment la société mondiale est capable d'organiser le "vivre ensemble" par la gestion solidaire et efficace d'un bien commun.

Ce qui précède a peu de chance de réussir si, en même temps, on ne procède pas au désarmement de la puissance financière.

A cette fin, les mesures suivantes sont à prendre en priorité:

§ prélèvement d'une taxe de 0,5% sur les transactions financières. Cette mesure a été proposée déjà en 1983 par le Prix Nobel de l'économie, Mr. Tobin. Une telle taxe permettrait de constituer pour quelques années un Fond Mondial de la Citoyenneté doté de plusieurs dizaines de milliards de dollars pour financer les interventions destinées à assurer à tous la sécurité de vie de base. Le prélèvement de cette taxe est techniquement faisable. La décision le concernant doit être prise au niveau du G7, pour surmonter ainsi l'alibi utilisé par chaque pays séparément, consistant à dire qu'il ne peut pas prendre l'initiative d'une telle taxe sans risquer de voir tous les capitaux du pays fuir ailleurs;

§ élimination des paradis fiscaux. Il y a 37 paradis fiscaux de par le monde. Leur existence constitue une forme légalisée de la criminalisation croissante de l'économie (évasion fiscale, spéculation, commerce de la drogue, commerce illicite des armes). Grâce aux paradis fiscaux le monde financier est de plus en plus habité par des prédateurs, dont les entreprises industrielles qui créent de la richesse réelle sont elles-mêmes les victimes. Les vrais industriels n'ont aucun intérêt à ce que le système financier actuel se maintienne et se développe. Or, que font les gouvernements des pays les plus développés? Au lieu d'éliminer les paradis fiscaux, ils contribuent à leur multiplication, sous forme de création de centres de coordination financière internationale où les holdings financiers multinationaux peuvent se domicilier sans être taxés sur les profits. On assiste à une féroce concurrence entre les pays - notamment européens - en matière de facilitations et de réductions fiscales. Il faut, en revanche, lutter contre la compétitivité croissante entre les systèmes fiscaux nationaux. L'intégration européenne socialement valable et politiquement démocratique passe par une politique fiscale commune juste et redistributive et non pas par une concurrence accrue sur le marché unique entre fiscalités nationales ayant comme objectif principal de "plaire au

capital";

§ mettre fin au secret bancaire. Le respect du principe de la liberté de propriété et du droit à la confidentialité peut être assuré, sans pour autant maintenir le secret bancaire. En outre, une véritable politique fiscale progresse, fondée sur la justice sociale et la solidarité entre les individus, les générations et les populations des pays de plus en plus interdépendants et intégrés sur le plan économique, passe par l'abolition du secret bancaire ;

§ rendre public et transparent l'évaluation des marchés financiers. Aujourd'hui, il y a trois grandes sociétés privées d'experts financiers qui établissent le classement (le rating) des divers pays du monde, en fonction de ce que ces experts considèrent être la "santé financière" du pays. Ils le font dans le secret de leurs bureaux, sans devoir rendre compte à aucune autorité politique et monétaire.

L'ensemble de ces mesures devrait être encadré par la création, à l'échelle mondiale, d'un Conseil Mondial pour la Sécurité Economique et Financière dont la tâche serait de veiller et assurer que la finance soit mise au service de la promotion du Welfare social mondial.

Un rôle majeur est également à jouer par une autre politique de l'innovation technologique, mise au service du Welfare social mondial, entre autres, par la ré-appropriation de la maîtrise collective du temps et de l'espace.

Comme on l'a vu, l'usage actuel de la technologie soulève un problème structurel majeur autour de l'emploi et du temps. C'est elle, en une très large mesure, qui détermine le volume de la demande de travail humain nécessaire pour produire les biens et services dont nous nous entourons. Le volume total du temps de travail humain est devenu le résultat "résiduel" de la technologie. En 1971, il fallait plus de 110 heures de travail humain pour produire une voiture. Aujourd'hui, il n'en faut plus que 14. Dans 10 ans, peut-être 8-9 heures. Jusqu'où pourront nos sociétés laisser le volume total de temps de travail humain être une variable dépendante de la technologie, et continuer à considérer que le travail rémunéré reste et restera, pour tout individu, le ticket d'entrée principal dans la société (accès au revenu, positionnement social, utilité sociale, auto-réalisation, accès aux biens sociaux)?

En outre, comment continuer à soutenir la centralité d'un emploi rémunéré si on laisse à la technologie le rôle d'augmenter l'incertitude du marché du travail, réduire la durée de vie des compétences, accentuer la flexibilité des modes de production, vider de prégnance le lien entre production, emploi et territoire, ne réservant ainsi qu'à un petit nombre de plus en plus réduit de personnes l'accès à un travail relativement stable, bien rémunéré et "productif" ?

Sommes-nous sûrs que la réduction du temps de travail sans ré-appropriation de la maîtrise de l'innovation technologique en fonction de la place occupée par le travail dans la société soit la bonne voie? Ne faudrait-il pas plutôt songer à re-concevoir le rôle et l'usage que nous donnons à la technologie et à redéfinir les finalités de la redistribution des gains de productivité?

Au lieu d'utiliser la technologie pour gagner des quotes-parts de marché dans les marchés solvables saturés des pays développés, il convient de mettre en place une politique de l'innovation technologique visant à satisfaire, d'abord localement, les besoins non ou mal satisfaits de toutes les populations. Redonner vigueur à l'économie locale (par exemple à une agriculture mise au service de la production locale destinée d'abord aux besoins alimen-

taires des populations locales) constitue une nécessité de plus en plus évidente et un défi pour les politiques technologiques actuelles.

Au lieu de négocier la réduction des barrières et des tarifs douaniers, les dirigeants du monde devraient s'atteler à une négociation mondiale sur le changement technologique pour le Welfare, car, tant que le travail rémunéré reste et restera pour des nombreuses générations encore le moyen principal d'accès au revenu, nos sociétés ont l'obligation d'assurer le plein emploi pour tous à l'échelle de la planète. Tel est le sens profond de l'enjeu de la productivité pour ce début de siècle.

Vers la "première planétaire"

Qui va rendre possible "l'utopie" du contrat social mondial de cette « autre mondialisation »? Où sont les acteurs qui se battent pour faire reconnaître l'eau comme bien commun patrimonial de l'Humanité et réaliser l'objectif de l'eau pour tous? Qui va désarmer le pouvoir actuel de la finance? Quels acteurs prendront l'initiative d'une négociation mondiale sur le changement technologique pour le plein emploi?

La question est fondamentale. Y répondre n'est point facile car, si le monde actuel a vu le retour du royaume des inégalités dans le cadre de l'économie capitaliste de marché mondial triomphante, c'est parce que les acteurs qui ont eu le pouvoir d'influencer l'évolution de nos sociétés au cours des trente dernières années ont raisonné et agi en faveur d'une tel triomphe.

Il me semble que des noyaux importants d'acteurs sont en train de s'organiser aux différents niveaux (local, national, international,...) autour de quatre groupes: les résistants, les innovateurs/ expérimentateurs, les éclairés, les militants.

Les résistants se trouvent particulièrement chez les victimes, non seulement chez les paysans et les ouvriers africains, latino-américains, asiatiques, mais aussi chez les paysans et les ouvriers des pays développés.

On les trouve chez les populations indigènes autochtones d'Amérique du Nord et du Sud comme chez les immigrés en Europe occidentale. On les trouve chez les femmes dont "la marche mondiale" de 2000 a été l'affirmation réussie de la mondialité de la condition féminine et de la volonté des femmes de renverser les réalités actuelles pour construire une "autre" mondialisation. On les trouve chez les chômeurs des pays riches de la planète comme chez les "sans travail" permanents des grandes mégapoles des pays du "Sud", les sans domicile fixe du "Nord" et les "sans papiers" du "Sud" venus chercher travail et bien-être au "Nord".

Les foyers de la résistance sont nombreux. Certains sont forts et durables. Souvent la résistance est à reconstruire sans cesse. Ces dernières années les foyers de résistance se multiplient, sont plus consistants, plus reliés entre eux par-delà et au travers des frontières.

Un bon signe est représenté par le fait que dans de nombreux cas les foyers de résistance sont devenus des foyers d'expérimentation de solutions alternatives, nouvelles. Les résistants ont voulu abandonner le stade de la protestation et de la dénonciation pour construire un autre devenir. C'est la catégorie des expérimentateurs/ innovateurs.

Dans les pays du "Nord", c'est le cas des promoteurs des SEL (Systèmes d'Echange Local), des monnaies locales, des réseaux de savoir, des nouvelles formes d'éducation

populaire, des groupes artistiques et théâtraux,...

Dans les pays du "Sud", les innovateurs/ expérimentateurs sont encore plus nombreux: au Mexique comme au Pérou, en Corée du Sud comme au Sénégal, au Bangladesh comme en Inde. Les media du "Nord" n'en parlent pas. Leurs expérimentations et innovations ne font pas partie des "success stories" dont au contraire ont le privilège les jeunes entrepreneurs de 28 ans sortis d'une pépinière à la Silicon Valley et qui sont devenus, en quelques années, des "petits milliardaires" car ils ont su émerger dans le monde des "networks" de l'image, de la communication, de la finance...

Les innovateurs/ expérimentateurs sont en train de construire de nouveaux champs du "vivre ensemble", de nouvelles manières de faire agriculture, de bâtir des quartiers de ville, de mettre en place une mutuelle, de fonder une école et une pédagogie, de valoriser Internet... Eux aussi commencent à établir des liens entre eux, bien que leurs expériences restent encore par trop locales, spécifiques à leur contexte.

Les innovateurs/ expérimentateurs qui parviennent à "faire histoire" et à "construire mémoire", aussi auprès des autres acteurs dans d'autres pays, sont, souvent, ceux et celles qui ont trouvé un écho favorable et un soutien, même indirect, auprès des membres et groupes de la société des dominants que l'on pourrait appeler des éclairés(e)s, à savoir ceux et celles qui, tout en étant en position privilégiée, se rendent compte des défauts et des limites structurelles du système duquel ils font partie et ont décidé d'agir dans le but de le corriger, voire de le modifier.

Ces éclairés(e)s se trouvent même chez des entrepreneurs. Ces entrepreneurs "éclairés" sont, bien entendu, une petite minorité mais ils existent, plus fréquemment chez les petites et moyennes entreprises que chez les grandes. Chez les entrepreneurs des grandes entreprises multinationales, toute vision contraire à la politique de conquête compétitive et de rentabilité maximale du capital est vite écartée, pénalisée.

Une bonne partie des éclairés(e)s est présente chez les "bureaucrates", notamment internationaux et mondiaux (on a l'impression que, ces dernières années, le nombre d'éclairés(e)s au sein des institutions de l'Union européenne a diminué). Le gros des "éclairés(e)s" se trouve chez les "travailleurs" du social, les enseignants, les professeurs d'université, les intellectuels. La situation est plutôt ambiguë dans le monde des media: on y rencontre beaucoup de personnes éclairées, ce qui fait que les résistants et les innovateurs/ expérimentateurs peuvent, en partie, compter sur le soutien de certains media, mais la force d'influence et de contrôle sur les opinions exercées par les media du système dominant est telle que l'on doit s'interroger sur le rôle réel joué par les éclairés(e)s de ce milieu.

Dans certains pays, on observe que les éclairés(e)s ressortissant du monde des églises, des communautés religieuses (je ne parle pas des sectes), occupent une place de plus en plus innovatrice et stimulante. Sans doute, le retour du spirituel fait bénéficier ceux et celles qui, au sein des grandes confessions religieuses mondiales, sont porteurs (porteuses) de valeurs citoyennes plus fortes que l'ensemble de leurs églises. C'est parce qu'ils se comportent comme des témoins militants. J'en viens ainsi au groupe des militant(e)s.

Leurs rangs ont grossi ces dernières années, au fur et à mesure que les partis politiques et les syndicats ont perdu de force mobilisatrice, de crédibilité et de capacité d'action

« 4 innovatrice. Portés plutôt sur des positions de défense des pouvoirs et des droits acquis, les partis politiques et les syndicats ont laissé un vide considérable au niveau de l'engagement citoyen et des luttes de revendication. Cet espace – grandissant à cause des retours des inégalités – est occupé de plus en plus par les militants de la société civile. Deux exemples concrets illustrent de manière claire ces propos. L'opposition au projet de l'AMI (Accord Multilatéral sur les Investissements) n'a pas été le fait de partis politiques progressistes et de gauche pas plus que des syndicats de travailleurs. Elle a été conçue et menée avec succès par des organisations de militantisme civil avec la participation active des résistants, des innovateurs/ expérimentateurs et des éclairé(e)s. Il en a été de même de la mobilisation menée avec succès par plus de 1.200 organisations de la société civile contre les politiques poursuivies par l'OMC et contre la tenue de la réunion ministérielle de l'OMC dite des "négociations du Millénaire" fin novembre à Seattle.

A Seattle – sous la pression d'ailleurs des mouvements de la société civile – les syndicats se sont aussi mobilisés ce qui a largement contribué à ce que l'on a depuis la coutume d'appeler "la débâcle de Seattle".

Les deux exemples – ainsi que les débats qui traversent en ce moment les associations dites d'action humanitaire en ce qui concerne leur engagement par rapport aux causes qui créent les situations appelant leur intervention – montrent un fait nouveau particulièrement encourageant pour l'avenir: l'apparition d'une mobilisation de citoyens à l'échelle internationale grâce, entre autres, aux moyens actuels d'information, de communication et de transport. L'existence du fax, du courrier électronique et d'Internet a été pour beaucoup dans le dernier succès des luttes contre la mondialisation actuelle.

A mon avis, on assiste à la naissance de ce qu'il a moins de deux ans, lors des travaux préparatoires pour l'Autre Davos de février 1999, j'ai appelé (et proposé de promouvoir) la première planétaire. Le grand Forum Social Mondial qui se tiendra à Porto Alegre du 25 au 30 janvier 2001 à l'invitation de plus de 400 ONG "anti-mondialisation actuelle" et qui aura lieu chaque année, constitue certainement le grand moment de communauté du travail de cette "première planétaire".

La première planétaire signifie le processus à travers lequel les centaines et centaines d'organisations qui luttent dans le monde pour une "autre mondialisation plurielle" se rencontrent et agissent de manière de plus en plus coordonnée et régulière et, ce faisant, construisent une capacité commune de mobilisation politique des citoyens (mobilisation sociale, économique, culturelle, environnementale) à l'échelle de la planète.

Cette mobilisation mondialisée est naissante. Elle est désormais présente, active. Elle fait partie des débats, des projets, de l'ordre du jour d'un nombre croissant d'organisations "citoyennes" et de syndicats. La première planétaire est en train de se définir et se constituer dans la conscience et dans l'action quotidienne des résistants, des éclairé(e)s, des innovateurs et des militants.



attac